

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

Avis 34.361/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 34.361/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 7 novembre 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "relative au mandat d'arrêt européen", après avoir examiné l'affaire en ses séances des 3, 10, 17 et 24 février 2003, a donné à cette dernière date l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 7 november 2002 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende het Europees aanhoudingsbevel", heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 3, 10, 17 en 24 februari 2003, op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

I. La transposition de certaines dispositions de la décision-cadre

1. L'avant-projet de loi tend à transposer la décision-cadre du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres.

Aux termes de l'article premier, § 1^{er}, de cette décision-cadre,

"Le mandat d'arrêt européen est une décision judiciaire émise par un Etat membre en vue de l'arrestation et de la remise par un autre Etat membre d'une personne recherchée pour l'exercice de poursuites pénales ou pour l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté privatives de liberté".

D'autres dispositions de la décision-cadre distinguent les hypothèses dans lesquelles le mandat d'arrêt européen se situe dans le cadre de la procédure préparatoire à la phase du jugement ou dans celui de l'exécution d'un jugement.

Par ailleurs, l'obligation faite notamment à la Belgique d'assurer la mise en oeuvre de la décision-cadre de manière complète ne dispense pas le législateur de l'obligation de respecter les exigences résultant de la Constitution belge, qui doivent être lues de manière compatible avec ladite décision-cadre. Il appartient dès lors au législateur de respecter les conditions dans lesquelles la Constitution admet que des restrictions puissent être apportées à la liberté individuelle. Aux termes de l'article 12, alinéa 3, de la Constitution, "Hors le cas de flagrant délit, nul ne peut être arrêté qu'en vertu de l'ordonnance motivée du juge qui doit être signifiée au moment de l'arrestation ou au plus tard dans les vingt-quatre heures". Dans le respect du principe de la présomption d'innocence consacrée par l'article 6, § 2, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et par l'article 14, § 2, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive subordonne la privation de liberté d'une personne pendant l'instruction à des conditions strictes. En exécution des articles 14 et 40, alinéa 2, de la Constitution, le Code d'instruction criminelle règle ces conditions de manière différente lorsqu'il doit être procédé à l'arrestation à la suite d'une condamnation pénale définitive.

.../...

Dans un souci de clarté et dans le but d'assurer le respect des principes qui viennent d'être rappelés, il serait opportun que le chapitre portant sur l'exécution d'un mandat d'arrêt européen émanant d'un autre Etat membre (chapitre II de l'avant-projet) soit structuré en manière telle qu'il distingue, en ce qui concerne l'éventuelle privation de liberté de la personne concernée par le mandat d'arrêt européen, les cas dans lesquels cette arrestation ou cette détention fait suite à une décision judiciaire étrangère de ceux dans lesquels elles se situent dans le contexte de la procédure préparatoire au jugement.

Le contenu même des dispositions réglant l'une et l'autre de ces deux situations devra tenir compte de cette distinction. C'est ainsi par exemple qu'il n'est pas adéquat, à l'article 11 de l'avant-projet, de renvoyer de manière générale aux conditions de l'arrestation prévues par l'article 2 de la loi du 20 juillet 1990 sur la détention préventive pour les deux hypothèses qui viennent d'être distinguées. L'article 2 précité comporte en effet l'énoncé de conditions qui, telle celle qui vise l'existence d'"indices sérieux de culpabilité relatifs à un crime ou à un délit", ne peuvent s'appliquer aux personnes ayant fait déjà l'objet d'un jugement définitif. En ce qui concerne cette fois la référence à ce même article 2 de la loi précitée du 20 juillet 1990 dans le cadre de la procédure préparatoire, il est également permis de s'interroger sur sa pertinence dès lors que cette dernière disposition a été conçue pour régler des situations dans lesquelles le juge d'instruction dispose par hypothèse de pièces constituant un dossier sur la base duquel il pourra statuer, alors que la décision de priver éventuellement de sa liberté la personne faisant l'objet d'un mandat d'arrêt européen avant son jugement sera prise en principe sur la base de ce seul mandat d'arrêt européen, le dossier des poursuites restant détenu par l'autorité judiciaire d'émission. Il serait préférable que, compte tenu de sa spécificité, l'avant-projet dispose, pour chacune de ces situations, par la voie de dispositions autonomes, lesquelles peuvent bien entendu s'inspirer des dispositions figurant dans la loi précitée du 20 juillet 1990 ⁽¹⁾.

L'ensemble des dispositions relatives à la privation de liberté, ainsi distinguées, seraient elles-mêmes opportunément séparées de celles qui portent sur l'exécution proprement dite du mandat d'arrêt européen en vue de la remise de l'intéressé à l'Etat d'émission. Par exemple, l'article 13 de l'avant-projet, qui organise les conditions dans lesquelles une décision négative peut être prise sur l'exécution du mandat d'arrêt, doit être distrait de la subdivision de l'avant-projet contenant également l'article 12, lequel

⁽¹⁾ On observe d'ailleurs qu'après avoir opéré à l'article 11, in fine, une référence à l'article 2 de la loi précitée du 20 juillet 1990, l'avant-projet à l'examen énonce à l'article 12 notamment les règles de procédure relatives au prononcé d'une ordonnance de privation de liberté, dont certaines sont redondantes par rapport à celles qui sont prévues par l'article 2 précité.

contient certaines des règles relatives à la privation de liberté; l'article 13 trouverait mieux sa place au début de la subdivision relative à la décision sur l'exécution du mandat d'arrêt européen (actuellement la sous-section 4 de la section 2 du chapitre II).

Ces différentes distinctions doivent apparaître de la structure même du chapitre II de l'avant-projet.

Elles doivent évidemment s'accompagner de l'adoption des dispositions assurant les articulations nécessaires entre les régimes applicables à l'exécution proprement dite du mandat d'arrêt européen et à la privation de liberté ⁽²⁾. D'autres problèmes d'articulation entre diverses parties de l'avant-projet seront mises en lumière dans les observations particulières.

2. L'avant-projet de loi ne transpose pas l'ensemble de la décision-cadre du 13 juin 2002 précitée.

a) Ainsi en est-il de l'article 5, § 2, de la décision-cadre précitée, qui dispose que

"lorsque l'infraction qui est à la base du mandat d'arrêt européen est punie par une peine ou une mesure de sûreté privatives de liberté à caractère perpétuel, l'exécution dudit mandat peut être subordonnée à la condition que le système juridique de l'Etat membre d'émission prévoie des dispositions permettant une révision de la peine infligée - sur demande ou au plus tard après vingt ans - ou l'application de mesures de clémence auxquelles la personne peut prétendre en vertu du droit ou de la pratique de l'Etat membre d'émission en vue de la non-exécution de cette peine ou mesure".

⁽²⁾ C'est ainsi par exemple qu'il est procédé à l'article 13, § 3, de l'avant-projet, où le constat du caractère définitif, à défaut d'appel, d'une décision de non-exécution du mandat d'arrêt emporte de plein droit la cessation des effets d'une ordonnance de privation de liberté prise préalablement par le juge d'instruction.

Interrogé sur les raisons de cette non-transposition, le fonctionnaire délégué a expliqué que tous les Etats membres de l'Union disposent de mécanismes de révision des peines perpétuelles ou des mesures de clémence. Il n'est dès lors pas utile, selon lui, de prévoir une disposition de cet ordre dans l'avant-projet.

Une telle justification pourrait perdre sa pertinence. Il ne peut en effet être exclu que certains Etats membres modifient leur droit ou leur pratique en manière telle que les mécanismes de révision des peines perpétuelles ou les mesures de clémence ne puissent plus être appliquées. De même, de futurs Etats membres qui seraient liés par la décision-cadre pourraient eux aussi se trouver dépourvus de la possibilité de mettre en oeuvre ces mécanismes ou ces mesures.

b) L'article 7 de la décision-cadre précitée autorise les Etats membres à désigner une autorité centrale chargée d'assister les autorités judiciaires compétentes notamment pour la transmission et la réception administratives des mandats d'arrêt européens.

L'avant-projet de loi ne recourt pas à une telle possibilité. Selon le fonctionnaire délégué, la volonté est de confier les opérations de transmission et de réception des mandats d'arrêt européens aux seules autorités judiciaires. Il ajoute toutefois que cela ne devrait pas empêcher le Service public fédéral Justice de collaborer, à titre accessoire, avec les autorités judiciaires compétentes étrangères. Sur ce point, l'exposé des motifs pourrait être complété en ce sens.

c) L'article 15, § 3, de la décision-cadre précitée dispose que

"L'autorité judiciaire d'émission peut, à tout moment, transmettre toutes les informations additionnelles utiles à l'autorité judiciaire d'exécution".

La loi en projet ne contient pas une telle disposition alors qu'elle pourrait s'avérer utile au bon déroulement des opérations d'exécution du mandat d'arrêt européen.

L'avant-projet devrait être complété sur ce point.

.../...

d) Les articles 18 et 19 de la décision-cadre précitée organisent la possibilité pour l'Etat membre qui a émis le mandat d'arrêt européen aux fins de poursuites, soit d'entendre la personne concernée pendant la procédure d'examen opérée par l'Etat membre chargé de l'exécution dudit mandat, soit de demander son transfert temporaire vers son territoire.

L'avant-projet ne transpose pas les dispositions précitées.

Il ressort des explications du fonctionnaire délégué que ces auditions et les transferts temporaires peuvent intervenir sur la base d'autres instruments juridiques instaurant l'entraide judiciaire comme la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, faite à Strasbourg le 20 avril 1959 et approuvée par la loi du 19 juillet 1975 ainsi que la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes. Toutefois, ces instruments recourent généralement aux commissions rogatoires qui, selon l'article 873 du Code judiciaire, doivent en principe être autorisées par le Ministre de la Justice sauf si des conventions internationales en disposent autrement. Or, la décision-cadre ne semble pas mettre en oeuvre le mécanisme des commissions rogatoires puisqu'il s'agit de régler ces formes d'entraide par des décisions prises d'un commun accord par les autorités judiciaires concernées.

Par ailleurs, l'article 19 de la décision-cadre entend régler les modalités de l'audition de la personne qui fait l'objet du mandat d'arrêt européen. Compte tenu des spécificités de cette audition, il conviendrait d'apporter des précisions complémentaires notamment quant aux conditions dans lesquelles les auditions pourront être menées. Quelle sera la personne "désignée" selon le droit belge pour assister à une audition dans un Etat d'émission ? Qu'en sera-t-il par ailleurs, dans l'hypothèse inverse où l'audition a lieu en Belgique, du rôle exact des autorités judiciaires de l'Etat d'émission, du secret de l'instruction ainsi que du respect des droits de la défense ?

La loi en projet doit être complétée sur ces différents points.

3. Le commentaire des articles présente la correspondance entre plusieurs articles commentés et certaines dispositions de conventions internationales liant la Belgique notamment en matière d'extradition judiciaire. Aux termes de l'article 31, § 1^{er}, de la

.../...

décision-cadre, celle-ci remplace en effet les dispositions correspondantes de ces conventions, sous les réserves exprimées aux paragraphes 2 et 3 de la même disposition. A l'instar de ce qui a été fait par exemple pour l'article 8 de l'avant-projet, il serait préférable de présenter pour chaque disposition de l'avant-projet à l'examen la disposition correspondante de la décision-cadre, quitte à énoncer également, le cas échéant, la disposition comparable des instruments internationaux pertinents actuellement en vigueur. En outre, un tableau récapitulatif de la correspondance entre les dispositions de la décision-cadre et de l'avant-projet pourrait opportunément être annexé à l'exposé des motifs.

II. Le mandat d'arrêt européen et les crimes relevant de la juridiction de la Cour pénale internationale

Les crimes relevant de la juridiction de la Cour pénale internationale sont expressément visés à l'article 2, § 2, de la décision-cadre précitée, à l'antépénultième tiret de cette disposition, qui consacre une liste de trente-deux infractions pour lesquelles le contrôle de la double incrimination n'est plus requis lors de l'exécution d'un mandat d'arrêt européen.

Si, en matière de crimes de guerre, la loi du 16 juin 1993 relative à la répression des violations graves du droit international humanitaire a opté pour une liste unique d'infractions graves tant pour les conflits armés internationaux que pour les conflits armés non internationaux, le Statut de la Cour pénale internationale a maintenu une distinction entre les violations graves commises dans le cadre des conflits armés internationaux (article 8, § 2, a) et b)) et celles commises dans le cadre des conflits armés non internationaux (article 8, § 2, c) et e)), se rapprochant ainsi du modèle des quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 et des deux Protocoles additionnels à celles-ci du 8 juin 1977 ⁽³⁾.

⁽³⁾ Voir l'avis 34.154/VR/2, donné le 16 décembre 2002, sur une proposition de loi "modifiant la loi du 16 juin 1993 relative à la répression des violations graves du droit international humanitaire" (Doc. parl., Sénat, sess. 2001-2002, n° 2-1256/1).

Comme l'indique l'article 8 du Statut de la Cour pénale internationale, certaines infractions graves sont communes aux conflits armés internationaux et aux conflits armés non internationaux ⁽⁴⁾.

Par contre, d'autres infractions sont spécifiques à chaque type de conflits armés. Dans la liste des actes constitutifs de violations graves dans le cadre des conflits armés internationaux, certaines infractions sont en effet mentionnées qui ne figurent pas dans la liste des infractions graves prises en considération lors de conflits armés non internationaux ⁽⁵⁾.

Eu égard à la spécificité de la loi du 16 juin 1993 précitée, il conviendra d'éviter qu'en application de l'article 6, § 2, antépénultième tiret ⁽⁶⁾, qui met en oeuvre l'article 2, § 2, antépénultième tiret de la décision-cadre, un juge belge ne délivre un mandat d'arrêt européen pour des infractions à la loi précitée, alors même que ces infractions, au regard du Statut de la Cour pénale internationale, ne relèveraient pas de la compétence de celle-ci

⁽⁴⁾ Il en est ainsi par exemple du fait de "lancer des attaques délibérées contre la population civile en général ou contre des civils qui ne prennent pas directement part aux hostilités" (article 8, § 2, b), i) et § 2, e), i)) ou encore du "fait de lancer des attaques délibérées contre le personnel, les installations, le matériel, les unités ou les véhicules employés dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire ou de maintien de la paix conformément à la Charte des Nations Unies, pour autant qu'ils aient droit à la protection que le droit international des conflits armés garantit aux civils et aux biens de caractère civil" (article 8, § 2, b), iii), et § 2, e), iii)).

⁽⁵⁾ Tel est, par exemple, le cas des faits suivants : "le fait d'utiliser du poison ou des armes empoisonnées", "le fait d'utiliser des gaz asphyxiants, toxiques ou similaires ainsi que tous liquides, matières ou procédés analogues", le fait "d'utiliser des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que des balles dont l'enveloppe dure ne recouvre pas entièrement le centre ou est percée d'entailles" ou encore le fait "d'employer des armes, projectiles, matériels et méthodes de combat de nature à causer des maux superflus ou des souffrances inutiles ou à agir sans discrimination en violation du droit international des conflits armés, à condition que ces moyens fassent l'objet d'une interdiction générale et qu'ils soient inscrits dans une annexe au présent Statut, par voie d'amendement adopté selon les dispositions des articles 121 et 123" (article 8, § 2, b), xvii), xviii), xix) et xx)).

⁽⁶⁾ Conformément aux usages de légistique, il y aura lieu de numérotter les trente-deux groupes d'infractions figurant à cette disposition, de 1° à 32°.

Le mandat d'arrêt européen pourrait cependant, en pareil cas, intervenir sur la base de l'article 2, § 4, de la décision-cadre précitée, à la condition cependant que les faits relatés dans le mandat d'arrêt européen soient également punissables au regard du droit de l'Etat membre d'exécution; il importe alors peu que la compétence des juridictions belges soit universelle par rapport à ces infractions.

Comme en a convenu, le fonctionnaire délégué, de telles précisions devraient apparaître clairement dans l'exposé des motifs.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Dispositif

Article 2

La décision-cadre n'imposant pas la mention de sa transposition, la disposition, qui n'a pas de contenu normatif, doit être omise.

Article 3

1. La décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres utilise les termes de "peine" et de "mesure de sûreté" privatives de liberté. Quant à l'avant-projet, il fait référence tantôt à la "peine" et à la "mesure privative de liberté" et tantôt à "la mesure de sûreté privative de liberté".

Dans un souci d'uniformisation, il serait préférable que l'avant-projet respecte dans son intégralité la terminologie de la décision-cadre précitée.

2. Au paragraphe 4, c), de l'avant-projet, il convient de remplacer les termes "l'article 3" par les termes "la présente disposition".

.../...

3. Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, au paragraphe 4, d), de l'avant-projet, la référence à l'article 5.2 doit être remplacée par la référence à l'article 6 de l'avant-projet.

4. Le paragraphe 6 de l'avant-projet énonce que le mandat d'arrêt européen qui sera adressé à la Belgique devra être rédigé soit en français, soit en néerlandais, soit en allemand ou encore en anglais.

Cette dernière langue n'étant pas une langue officielle en Belgique, il convient d'informer le secrétariat général du Conseil de cette possibilité conformément à l'article 8, § 2, de la décision-cadre précitée.

Article 5

Cette disposition de l'avant-projet détermine dans quelles hypothèses la Belgique refusera l'exécution d'un mandat d'arrêt européen.

1. Au point 4, il est question de la prescription "de l'action". Mieux vaudrait préciser, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, qu'il s'agit de la prescription "de l'action publique".

2. Le point 5 consacre une cause de refus qui n'est pas en tant que telle mentionnée à l'article 3 de la décision-cadre précitée, mais qui, selon son commentaire, est une mise en oeuvre de l'article 1^{er}, § 3, de cette même décision-cadre en vertu duquel "la présente décision-cadre ne saurait avoir pour effet de modifier l'obligation de respecter les droits fondamentaux et les principes juridiques fondamentaux tels qu'ils sont consacrés par l'article 6 du traité sur l'Union européenne".

Cette disposition de la décision-cadre traduit notamment la volonté exprimée dans le douzième considérant du préambule de celle-ci, selon laquelle

"La présente décision-cadre respecte les droits fondamentaux et observe les principes reconnus par l'article 6 du traité sur l'Union européenne et reflétés dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (...), notamment son chapitre VI. Rien dans la présente décision-cadre ne peut être interprété comme une interdiction de refuser la remise d'une personne qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt européen s'il y a des raisons de croire, sur la base d'éléments objectifs, que ledit mandat a été émis dans le but de poursuivre ou de punir une personne en raison de son sexe, de sa race, de sa religion, de son origine ethnique, de sa nationalité, de sa langue, de ses opinions politiques ou de son orientation sexuelle, ou qu'il peut être porté atteinte à la situation de cette personne pour l'une de ces raisons.

La présente décision-cadre n'empêche pas un Etat membre d'appliquer ses règles constitutionnelles relatives au respect du droit à un procès équitable, à la liberté d'association, à la liberté de la presse et à la liberté d'expression dans d'autres médias."

Quant à l'article 5.5 de l'avant-projet, il dispose que l'exécution du mandat d'arrêt européen est refusée "s'il y a des raisons sérieuses de croire que l'exécution du mandat d'arrêt européen aurait pour effet de porter atteinte aux droits fondamentaux de la personne concernée, tels qu'ils sont consacrés par l'article 6 du traité sur l'Union européenne".

Le commentaire de cette disposition mentionne qu' "il va de soi cependant que l'autorité judiciaire belge chargée de statuer sur l'exécution du mandat ne peut se voir confier une mission d'appréciation politique de la situation dans les autres Etats membres. Le contrôle sera strictement limité à l'appréciation de circonstances concrètes relatives au cas donnant lieu au mandat d'arrêt européen".

L'article 6, § 2, du traité sur l'Union européenne renvoie notamment à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. La question qui se pose par rapport à un tel contrôle est de savoir si le juge belge, saisi d'un mandat d'arrêt européen délivré par un autre Etat membre, pourrait par exemple confronter celui-ci notamment à l'article 7 de la Convention précitée, qui consacre le principe de la légalité des incriminations. Un tel principe implique que les infractions soient clairement consacrées par les textes législatifs afin d'assurer leur prévisibilité et leur accessibilité à tout citoyen. On ne peut, par ailleurs, exclure que d'autres dispositions de la Convention

.../...

européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales s'opposent à l'exécution par l'autorité judiciaire belge d'un mandat d'arrêt européen.

Il ressort des explications du fonctionnaire délégué que tel pourrait être le cas; les juges belges restent, en effet, liés par les autres instruments internationaux, notamment par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, lorsqu'ils effectuent leur contrôle par rapport au mandat d'arrêt européen. Compte tenu de l'importance du texte en projet, sa portée devrait être clairement explicitée dans l'exposé des motifs.

Article 6

1. Parmi les infractions qui peuvent donner lieu à la délivrance d'un mandat d'arrêt européen, la décision-cadre précitée fait une distinction entre celles pour lesquelles un contrôle du principe de la double incrimination est maintenu et celles pour lesquelles un tel contrôle n'est plus requis.

Ainsi, l'article 2, § 2, de la décision-cadre énumère trente-deux infractions pour lesquelles le juge belge n'aura pas à vérifier que celles-ci sont également sanctionnées par le droit pénal belge. Le contrôle opéré par le juge belge sera de vérifier que le comportement décrit dans le mandat d'arrêt européen est punissable au regard du droit de l'Etat qui a délivré le mandat d'arrêt d'une peine privative de liberté d'un maximum d'au moins trois ans et que ce comportement est qualifié d'infraction au sens de l'article 2, § 2, de la décision-cadre.

Selon le commentaire de l'article 6 de l'avant-projet,

"Les infractions contenues dans la liste ne sont pas qualifiées pénalement, mais sont visées de façon générique et recouvrent des champs de la criminalité. Il appartiendra dès lors à l'autorité judiciaire d'exécution de contrôler que, sur le plan générique, le fait qui est à la base du mandat est un de ceux contenus dans la liste. Il procédera à cet examen sur la base de l'exposé des faits qui devra être contenu dans le formulaire du mandat d'arrêt (...). Un fait d'avortement ou d'euthanasie, par exemple, a une acception spécifique du point de vue criminologique et, à ce titre, ne tombe pas dans la liste sous le vocable «homicide volontaire». En conséquence, la remise ne pourra, en aucun cas, avoir lieu dans les deux exemples susmentionnés, lorsque les faits sont autorisés en vertu de la loi belge applicable."

.../...

Parmi les infractions visées à l'article 2, § 2, de la décision-cadre, il est notamment question de l'"homicide volontaire, coups et blessures graves".

Si un juge belge est saisi d'un mandat d'arrêt européen délivré par un juge d'un Etat membre incriminant l'avortement, il lui appartiendra de vérifier si de tels faits sont punissables au regard du droit de cet Etat d'une peine privative de liberté d'au moins trois ans et si l'avortement au regard du droit précité est qualifié d'"homicide volontaire, coups et blessures graves".

Si une telle qualification juridique est consacrée par ce droit pour des faits d'avortement, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas comment un juge belge pourrait refuser l'exécution du mandat d'arrêt européen sur son territoire quand bien même de tels faits ne seraient pas constitutifs d'une infraction en droit belge.

La question de l'euthanasie est également problématique pour la Belgique, qui a autorisé par la loi du 28 mai 2002 le recours à l'euthanasie dans certaines circonstances et certaines conditions. Or, l'euthanasie est généralement considérée comme un homicide volontaire (meurtre, assassinat ou empoisonnement). Dès lors que l'euthanasie n'est autorisée que dans deux Etats européens, les Pays-Bas et la Belgique, il se pourrait que les juges de ces Etats soient confrontés à des mandats d'arrêt européens délivrés par les autres Etats membres dont la législation pénale n'autorise pas le recours à l'euthanasie.

Comme l'a indiqué le fonctionnaire délégué, il y a eu au niveau européen, une volonté d'écarter ces infractions de la liste de l'article 2, § 2, de la décision-cadre précitée, mais elle ne s'est pas traduite dans les textes.

En l'état de la rédaction de la décision-cadre, le commentaire de l'article 6 de l'avant-projet doit être corrigé.

2. L'article 6, § 1^{er}, de l'avant-projet maintient le principe de la double incrimination pour les autres infractions qui ne sont pas visées dans la liste des trente-deux infractions précitées. Selon l'article 2, § 4, de la décision-cadre précitée, pour ces autres infractions, "la remise peut être subordonnée à la condition que les faits pour lesquels le mandat d'arrêt européen a été émis constituent une infraction au regard du droit de l'Etat

.../...

membre d'exécution, quels que soient les éléments constitutifs ou la qualification de celle-ci".

Si l'article 6, § 1^{er}, de l'avant-projet s'inspire de cette disposition de la décision-cadre, il n'indique cependant pas que les éléments constitutifs de l'infraction ou la qualification de celle-ci peuvent être différents de ceux consacrés par le droit pénal belge.

Selon le fonctionnaire délégué, une telle précision n'est pas utile dans la mesure où cela résulte déjà du droit de l'extradition. Toutefois, l'objectif poursuivi étant de transposer dans l'ordre juridique interne les principes de la décision-cadre précitée, mieux vaudrait que l'avant-projet fasse cette précision.

Article 7

1. Le 2° de cette disposition de l'avant-projet reproduit l'article 4, 3), de la décision-cadre précitée.

Ainsi, l'exécution d'un mandat d'arrêt européen peut être refusée lorsque "la personne concernée a fait l'objet en Belgique d'une autre décision définitive pour les mêmes faits qui fait obstacle à l'exercice ultérieur de poursuites". Or, le texte de la décision-cadre est plus large car il fait référence à une décision définitive prise "dans un Etat membre" ce qui implique que la décision définitive peut avoir été prise ailleurs qu'en Belgique.

Selon le fonctionnaire délégué, la disposition doit également prendre en considération les décisions définitives qui seraient intervenues dans les autres Etats membres de l'Union européenne. Elle sera en conséquence complétée sur ce point.

2. Le 5° de cette disposition de l'avant-projet reproduit l'article 4, 6), de la décision-cadre précitée. En vertu de cette dernière disposition, l'exécution d'un mandat d'arrêt européen peut être refusée lorsque celui-ci a été délivré aux fins d'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté privatives de liberté, lorsque la personne recherchée demeure dans l'Etat membre d'exécution, en est ressortissante ou y réside, et que cet Etat s'engage à exécuter cette peine ou mesure de sûreté conformément à son droit interne.

Or, le texte du 5° n'envisage que la situation du ressortissant belge et de celui qui réside en Belgique et ne fait pas mention de celui qui demeure sur le territoire, alors qu'il y est fait référence dans le commentaire de l'article 7.

Il ressort des explications du fonctionnaire délégué que la disposition doit être complétée en ce sens. Compte tenu du fait que ces notions sont utilisées dans un contexte pénal, il conviendrait de préciser le sens de celles-ci si elles devaient avoir une portée différente de celle qu'elles ont dans le langage courant.

Par ailleurs, il y aurait lieu de préciser selon quelle procédure cette disposition sera mise en oeuvre, en ce qui concerne notamment la détermination de l'autorité belge habilitée à s'engager à exécuter la peine ou la mesure de sûreté, les droits de la personne concernée préalablement à cette décision et les effets de celle-ci, s'agissant par exemple de la libération conditionnelle.

3. Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, afin de clarifier le texte du 6°, il convient de préciser au point (2) in fine qu'il s'agit d'infractions commises hors du "territoire belge".

Article 8

1. Cette disposition est rédigée comme suit :

"Lorsque le mandat d'arrêt européen a été délivré aux fins d'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté prononcée par une décision rendue par défaut, et si la personne concernée n'a pas été citée personnellement ni informée autrement de la date et du lieu de l'audience qui a mené à la décision rendue par défaut, la remise peut être subordonnée à la condition que l'autorité judiciaire d'émission donne des

.../...

assurances jugées suffisantes pour garantir à la personne qui fait l'objet du mandat d'arrêt européen qu'elle aura la possibilité de faire opposition dans l'Etat d'émission et d'être jugée en sa présence."

Elle vise à transposer partiellement l'article 5, 1), de la décision-cadre précitée. Dès lors que, l'auteur de l'avant-projet a fait le choix de mettre en oeuvre cette disposition, il doit le faire de manière complète, sans se borner, comme dans la disposition à l'examen, à ne viser que l'hypothèse d'une procédure d'opposition, laquelle est plus restrictive que "la possibilité (pour la personne concernée) de demander une nouvelle procédure de jugement dans l'Etat membre d'émission et d'être jugée en sa présence", prévue dans l'article 5, 1), de la décision-cadre.

2. Par ailleurs, si l'on veut éviter des approches différenciées de la part des juges belges appelés à se prononcer sur des demandes d'exécution du mandat d'arrêt européen par rapport aux "assurances jugées suffisantes", visées dans la décision-cadre, il conviendrait de spécifier le contour de celles-ci dans le texte en projet.

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, la disposition de l'avant-projet sera complétée en ce sens afin de déterminer un cadre juridique minimal pour cette garantie.

Article 9

Cette disposition de l'avant-projet transpose l'article 5, 3), de la décision-cadre précitée, qui autorise l'Etat membre chargé de l'exécution du mandat d'arrêt européen aux fins de poursuites de subordonner cette exécution au renvoi de la personne concernée sur son territoire afin qu'elle y subisse sa peine après avoir été condamnée par l'Etat membre qui a émis le mandat d'arrêt. Cette hypothèse est possible lorsque la personne qui fait l'objet du mandat d'arrêt européen est soit belge, soit réside en Belgique.

Il est toutefois permis de se demander si la personne concernée peut faire valoir son point de vue par rapport à cette condition à l'occasion de l'exercice de ses droits de la défense devant le juge belge.

.../...

Selon le fonctionnaire délégué, il y a lieu de se référer notamment à la Convention européenne du 21 mars 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées, faite à Strasbourg ainsi qu'à l'Accord du 25 mai 1987 relatif à l'application entre les Etats membres des Communautés européennes, de la Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées, fait à Bruxelles et approuvés par la loi du 19 juin 1990, qui exigent le consentement de la personne concernée.

Le commentaire de la disposition doit être complété en ce sens. Par ailleurs, la loi du 23 mai 1990 sur le transfèrement inter-étatique des personnes condamnées règle également ces questions. Toutefois, le transfèrement vers la Belgique n'est envisagé que pour un ressortissant belge au sens de l'article 1^{er} de cette loi. Ne conviendrait-il dès lors pas de modifier cette loi pour l'étendre à l'hypothèse d'un résident en Belgique ?

D'une manière plus générale, il appartient à l'auteur de l'avant-projet de vérifier que le régime juridique du transfèrement tel qu'il résulte des instruments internationaux liant la Belgique et de la loi du 23 mai 1990 précitée, répond bien aux exigences de la décision-cadre précitée.

Article 12

1. Cette disposition de l'avant-projet transpose notamment l'article 11 de la décision-cadre précitée, qui définit les droits de la personne concernée par le mandat d'arrêt européen.

Toutefois, cet article reconnaît à cette personne le droit de bénéficier des services d'un conseil et d'un interprète conformément au droit national de l'Etat membre d'exécution.

Or, le paragraphe 1^{er}, 3°, n'envisage que la possibilité de "choisir un avocat". Selon le commentaire de cette disposition, "l'assistance de l'avocat suit les règles du droit belge applicable en la matière. Il en est de même en ce qui concerne l'assistance éventuelle d'un interprète".

.../...

De telles précisions doivent clairement apparaître dans le dispositif de la loi en projet, dès lors que celle-ci se présente comme une loi particulière de procédure pénale.

2. Le texte en projet est silencieux sur les conséquences du non-respect des conditions imposées à la mise en liberté et sur les possibilités d'adapter ces conditions ou de supprimer certaines d'entre-elles en fonction de l'évolution de la situation, alors que les articles 36, § 1^{er}, et 38, § 2, de la loi du 20 juillet 1990 précitée, règlent ces questions. Selon le fonctionnaire délégué, l'avant-projet devrait être complété sur ces points.

3. Le paragraphe 5 s'inspire également de l'article 35, § 4, de la loi du 20 juillet 1990 précitée. Toutefois, en vertu de cette dernière disposition, le paiement préalable et intégral d'un cautionnement doit reposer sur une décision motivée du juge d'instruction sur la base de laquelle il fait état notamment de sérieux soupçons que des fonds ou des valeurs tirés de l'infraction ont été placés à l'étranger ou dissimulés.

Une telle précision n'apparaît pas dans la disposition de l'avant-projet et laisse donc au juge d'instruction un pouvoir d'appréciation très large.

Selon le fonctionnaire délégué, le but ici poursuivi n'est pas le même. Le cautionnement doit avoir pour effet de dissuader la personne concernée de quitter le territoire belge pendant la procédure d'examen du mandat d'arrêt européen.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet d'apprécier s'il ne convient pas de rédiger ce texte en se détachant davantage de l'article 35, § 4, précité. Ainsi, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, il serait plus adéquat de prévoir que le cautionnement sera restitué après la décision définitive sur l'exécution du mandat d'arrêt européen si la personne concernée est demeurée en permanence sur le territoire belge pendant le déroulement de la procédure et que le cautionnement reviendra à l'Etat belge si l'intéressé, sans motif légitime d'excuse, a quitté le territoire belge sans en informer les autorités judiciaires belges.

Article 13

1. Le paragraphe 1^{er} permet au juge d'instruction de rendre une décision motivée de non exécution du mandat d'arrêt européen s'il constate "une cause manifeste" de refuser cette exécution sur la base des articles 4 à 7 de l'avant-projet.

La question qui se pose est de savoir à quel moment le juge d'instruction prendra une telle décision.

Selon le fonctionnaire délégué, le juge d'instruction prendra cette décision dès qu'il sera saisi du dossier, c'est-à-dire au moment où on lui présentera la personne concernée, dans les 24 heures de son arrestation. Passé ce délai, le juge d'instruction ne peut plus prendre pareille décision. La disposition de l'avant-projet doit être plus précise sur ce point.

2. Le paragraphe 4 indique que dans les quinze jours de l'appel du ministère public, la chambre des mises en accusation statue après avoir entendu le procureur général, la personne concernée et son conseil. Or, la disposition ne précise pas si cette personne et son conseil ont accès à la décision motivée du juge d'instruction ainsi qu'au mandat d'arrêt européen.

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, la disposition de l'avant-projet doit être complétée en ce sens.

3. Le paragraphe 7 spécifie que la décision rendue par la chambre des mises en accusation dans le cadre de l'appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation dans les "conditions prévues à l'article 17". Or, cette dernière disposition ne concerne pas le pourvoi en cassation, qui est organisé à l'article 19 de l'avant-projet.

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, la disposition doit être corrigée sur ce point.

Article 14

Le paragraphe 2 doit faire référence aux dispositions du Code judiciaire relatives à la désignation d'office d'un avocat et plus particulièrement à l'article 508/21 de ce Code.

Article 15

Le paragraphe 3 dispose que "le consentement équivaut à une décision d'exécution du mandat d'arrêt européen, sans autre formalité". Il est toutefois permis de se demander comment concilier cette disposition de l'avant-projet avec la procédure prévue à l'article 13 de l'avant-projet. Il se pourrait en effet que le consentement soit donné alors que le juge d'instruction a constaté une "cause manifeste" de refus à l'exécution du mandat d'arrêt européen.

Selon le fonctionnaire délégué, la procédure prévue à l'article 13 de l'avant-projet pourra toujours intervenir dans cette hypothèse. Mieux vaudrait dès lors préciser que le consentement de la personne équivaut à une décision d'exécution du mandat d'arrêt européen sous la réserve du contrôle opéré par le juge d'instruction sur la base de l'article 13.

Article 17

1. Aux termes de cette disposition, il appartient à la chambre du conseil de vérifier si, "dans le cas où le mandat d'arrêt européen porte sur un fait contenu dans la liste de l'article 6, § 2, les comportements, tels qu'ils sont décrits dans le mandat d'arrêt européen, correspondent bien à ceux repris dans cette liste".

Le commentaire de cette disposition n'est guère explicite sur la portée d'un tel contrôle. Or, le caractère vague de cette disposition ne peut conduire à ce que les juges belges rétablissent, dans une certaine mesure, un contrôle quant au principe de la double incrimination lorsqu'ils sont confrontés à des infractions de la liste prévue à l'article 2, § 2, de la décision-cadre précitée.

Dès lors que la Belgique est liée par les faits tels qu'ils sont dénoncés dans le mandat d'arrêt européen et par les qualifications juridiques données à ces faits par l'autorité judiciaire qui émet ledit mandat, son contrôle doit se limiter à vérifier que les infractions mentionnées dans le mandat d'arrêt européen peuvent être identifiées comme des infractions entrant dans le champ d'application de l'article 6, § 2, de l'avant-projet. Au regard du droit de l'Etat qui a émis le mandat d'arrêt européen, le juge belge devra donc vérifier que les faits dénoncés dans le mandat sont punissables d'une peine d'au moins trois ans et que la qualification juridique de ces faits se rattache à une infraction de la liste prévue à l'article 6, § 2, de l'avant-projet ⁽⁷⁾.

En indiquant qu'il s'agit de vérifier si les comportements décrits dans le mandat d'arrêt européen "correspondent bien à ceux repris dans cette liste", la disposition en projet pourrait donner lieu à des contrôles trop larges de la part des autorités judiciaires belges qui pourraient ainsi décider que certains faits dénoncés dans le mandat d'arrêt européen n'entrent pas dans la liste des infractions de l'article 6, § 2, de l'avant-projet alors même qu'au regard du droit de l'Etat qui a émis le mandat, de tels faits sont constitutifs d'infractions qui correspondent aux infractions de la liste précitée.

La disposition doit être mieux circonscrite sur ce point.

2. L'article 17 de l'avant-projet est également silencieux sur les pièces que pourra consulter la personne concernée par le mandat d'arrêt européen et son avocat en vue de préparer l'audience devant la chambre du conseil. Ainsi, pourront-ils avoir accès au rapport du juge d'instruction et aux conclusions du ministère public ?

Comme en convenu le fonctionnaire délégué, sur ce point, l'avant-projet doit, d'une manière générale, davantage spécifier les droits de la défense par rapport aux pièces de la procédure.

⁽⁷⁾ Il est renvoyé à la première observation formulée sous l'article 6.

3. Le paragraphe 4 consacre la règle de la "spécialité" qui veut qu'une personne concernée par un mandat d'arrêt européen ne peut être poursuivie, condamnée ou privée de liberté pour une infraction qu'elle aurait commise avant sa remise à l'Etat membre qui a délivré le mandat d'arrêt européen et qui n'est pas visée dans ledit mandat.

Dès lors qu'en vertu de l'article 34 du Traité sur l'Union européenne "Les décisions-cadres lient les Etats membres quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens. Elles ne peuvent entraîner d'effet direct (...)", le législateur belge ne peut se borner à se référer aux articles 27 et 28 de cette décision-cadre comme il le fait au paragraphe 4 de l'avant-projet, et ce d'autant moins que ces dispositions laissent sur certains points aux Etats membres un pouvoir d'appréciation quant au choix de certaines mesures à prendre, choix que le législateur doit opérer expressément.

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, le paragraphe 4 doit être revu sur ce point.

4. Le texte est silencieux sur les effets qui s'attachent au dépassement par la chambre du conseil du délai de 15 jours qui lui est imparti pour statuer. Le texte doit régler clairement cette question en prévoyant qu'en pareil cas, la personne arrêtée doit être remise en liberté.

La même observation vaut pour les articles 18 et 19 de l'avant-projet.

Article 18

1. Selon le commentaire de cette disposition,

"L'ordonnance du juge d'instruction peut faire l'objet d'un appel de la part de la personne faisant l'objet du mandat d'arrêt européen ou du ministère public, comme cela a été prévu par la loi dite Franchimont à l'égard de l'instruction (...)".

.../...

Or, cette disposition de l'avant-projet fait suite à la procédure qui se déroule devant la chambre du conseil de sorte que l'article 18 de l'avant-projet doit logiquement être interprété comme organisant le recours en appel des décisions prises par la chambre du conseil.

Il ressort des explications du fonctionnaire délégué que le commentaire de la disposition est erroné, qu'il doit être corrigé sur ce point et préciser qu'il s'agit bien de la procédure d'appel contre la décision de la chambre du conseil.

2. Cette disposition n'indique pas si la personne concernée par le mandat d'arrêt européen ou son avocat aura un accès au dossier. Comme l'a déjà relevé le fonctionnaire délégué, le texte en projet doit être complété sur ce point.

3. Par ailleurs, si la décision de la chambre du conseil refuse l'exécution du mandat d'arrêt européen et que le ministère public interjette appel devant la chambre des mises en accusation de cette décision, qu'en sera-t-il de la détention de la personne concernée pendant cette procédure ? La même question vaut lorsqu'en appel la chambre des mises en accusation décide de refuser l'exécution du mandat d'arrêt européen. Cette décision aura-t-elle pour conséquence de mettre fin à la détention de la personne alors que le ministère public déciderait d'introduire un pourvoi en cassation ?

Selon le fonctionnaire délégué, l'avant-projet doit être complété sur ces points.

4. Il ressort du commentaire de cette disposition que "la signification de l'arrêt de la chambre des mises en accusation s'effectue dans les formes prévues par l'article 18 de la loi du 20 juillet 1990", or, cela ne ressort pas du paragraphe 5 de l'avant-projet. S'agissant d'une règle de procédure pénale, il convient, par souci de sécurité juridique, que la loi règle elle-même la procédure de signification, en évitant de se référer à la loi du 20 juillet 1990.

Article 20

1. Le paragraphe 1^{er} fait mention de "cas spécifiques" et le paragraphe 2 de "circonstances exceptionnelles" sans définir ces différentes situations. Le commentaire de l'article précise toutefois qu'une des hypothèses de "cas spécifiques" est celle où "l'intéressé conteste la décision le concernant".

L'introduction d'un recours ne saurait constituer en soi "un cas spécifique". Le commentaire de l'article devrait mieux illustrer ce qu'il faut entendre par "cas spécifiques" et "circonstances exceptionnelles".

2. L'autorité judiciaire qui a émis le mandat d'arrêt européen est avertie des prolongations des délais. Par contre, la personne concernée par le mandat n'est pas visée par cette information. Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, la disposition doit être complétée en ce sens.

Article 21

1. Selon cette disposition, le juge d'instruction peut être saisi, à tout moment de la procédure, d'une demande de mise en liberté jusqu'à ce qu'intervienne la décision définitive sur l'exécution du mandat d'arrêt européen.

Il est permis de se demander pour quelle raison cette requête ne pourrait pas aussi être formulée auprès des juridictions d'instruction lorsqu'elles sont saisies de l'examen de la demande d'exécution du mandat d'arrêt européen.

Il ressort des explications du fonctionnaire délégué qu'il serait en effet cohérent que la question de la détention de la personne puisse être examinée par les juridictions d'instruction lorsqu'elles sont saisies de l'examen du mandat d'arrêt européen afin d'éviter des procédures parallèles.

2. Par ailleurs, le texte en projet n'indique pas si le juge d'instruction doit entendre la personne qui a sollicité cette mise en liberté.

La disposition sera revue sur ces points.

Article 22

Cette disposition doit être plus précise quant à la manière suivant laquelle le ministère public va communiquer la décision définitive sur l'exécution du mandat d'arrêt européen à l'autorité judiciaire de l'Etat d'émission. L'article 22 de la décision-cadre précitée envisage une "notification" de la décision définitive.

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, la loi doit indiquer aux autorités judiciaires les moyens de communication fiables auxquels elles pourront avoir recours pour faire parvenir aux autorités judiciaires étrangères les décisions qu'elles auront prises sur l'exécution des mandats d'arrêt européen.

Par ailleurs, cette disposition devrait également envisager la communication de la décision définitive à la personne concernée.

Article 23

Au paragraphe 2, il y a lieu de faire référence au "paragraphe 1^{er}" au lieu du "paragraphe 2".

Articles 23 et 24

En accord avec le fonctionnaire délégué, il conviendrait de prévoir que la personne concernée est informée des nouvelles dates convenues pour sa remise.

Article 25

La disposition en projet transpose l'article 24 de la décision-cadre précitée qui autorise l'Etat membre d'exécution à différer la remise de la personne concernée ou à la remettre temporairement à l'Etat d'émission.

Pour cette dernière hypothèse, c'est un accord écrit entre l'Etat membre d'exécution et l'Etat membre d'émission qui doit déterminer les conditions de ce transfert temporaire.

Le commentaire de cette disposition devrait indiquer dans quelles circonstances une telle procédure pourrait être suivie.

Il ressort des explications du fonctionnaire délégué qu'il est possible que la personne qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt européen ait été condamnée dans le passé par une juridiction de l'Etat membre d'exécution pour des infractions distinctes de celles qui lui sont reprochées dans ledit mandat et que cette personne n'a jamais exécuté la peine d'emprisonnement à laquelle elle avait été condamnée. La volonté de l'Etat membre d'exécution pourrait dès lors être de ne pas remettre immédiatement cette personne à l'Etat d'émission et de lui faire purger d'abord sa peine d'emprisonnement. C'est le mécanisme de la remise différée.

Toutefois, un transfert temporaire de la personne concernée à l'autorité judiciaire de l'Etat d'émission pourrait s'avérer nécessaire si les faits pour lesquels elle est poursuivie dans cet Etat sont susceptibles d'être prescrits à brève échéance.

De telles explications gagneraient à être mentionnées dans le commentaire de la disposition.

Article 27

L'article 29 de la décision-cadre précitée organise la saisie et la remise des objets qui peuvent servir de pièces à conviction ou qui ont été acquis par la personne concernée à la suite de l'infraction.

.../...

Le commentaire de l'article 27 de l'avant-projet indique que "les conditions de forme et de fond de la saisie sont identiques à celles prévues dans les procédures internes d'instruction". De telles précisions doivent se traduire dans le dispositif. Par ailleurs, il conviendrait également de mentionner suivant quelle procédure la chambre du conseil statuera sur les réclamations des tiers détenteurs ou des autres ayants droit.

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, sur ces points, la disposition doit être complétée.

Article 28

Au paragraphe 1^{er}, ne conviendrait-il pas de prévoir que la Belgique informe d'une part l'Etat membre d'émission des démarches qu'elle fait auprès de l'Etat qui a extradé la personne et d'autre part la personne concernée elle-même ?

Au paragraphe 2, il est question des délais visés aux articles "17 et 20". Ne conviendrait-il pas de faire plutôt référence aux articles "17 à 20" ?

Selon le fonctionnaire délégué, cette disposition peut être complétée en ce sens.

La même question se pose pour l'article 31, § 3.

Article 29

Selon le paragraphe 3, lorsque la levée de l'immunité ou du privilège dépend d'une autorité étrangère ou d'une organisation internationale, "le juge d'instruction suspend la procédure en attendant que le privilège ou l'immunité aient été levés à l'initiative de l'autorité judiciaire d'émission".

Interrogé sur le sens des termes "suspend la procédure", le fonctionnaire délégué a expliqué que le juge d'instruction ne pourra pas prendre une décision quant aux suites à réserver au mandat d'arrêt européen comme la mise en détention de la personne concernée tant que la levée de l'immunité ou du privilège ne sera pas intervenue.

La disposition devrait être rédigée en ce sens.

Article 30

Cette disposition transpose l'article 16 de la décision-cadre précitée qui envisage l'hypothèse de plusieurs mandats d'arrêt européens décernés à charge d'une même personne et adressés aux autorités judiciaires belges.

Le paragraphe 1^{er} de l'avant-projet prévoit que c'est la chambre du conseil qui devra opérer un choix entre ces mandats et décider lequel pourra être exécuté sur le territoire belge.

Toutefois, c'est le juge d'instruction du lieu où l'on a arrêté la personne concernée qui est en "première ligne" et c'est donc à lui que les différents mandats européens seront adressés.

Conformément aux articles 12 et 13 de l'avant-projet, il lui appartient de prendre connaissance de ces différents mandats et de vérifier s'ils répondent aux exigences de la décision-cadre précitée. C'est également lui qui a l'obligation d'informer la personne concernée du contenu du mandat d'arrêt européen. Dès lors, la section de législation n'aperçoit pas comment le contrôle opéré par la chambre du conseil va pouvoir s'insérer dans la procédure prévue aux articles précités, ni à quel moment précis il interviendra.

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, l'articulation entre ces différentes dispositions doit mieux ressortir de l'avant-projet.

Qu'en sera-t-il également de l'information que la Belgique fournira aux différents Etats d'émission dont le mandat d'arrêt ne sera pas exécuté sur le territoire Belge ?

.../...

Selon le fonctionnaire délégué, la disposition doit être complétée sur ce point.

Article 31

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, au paragraphe 2, il y a lieu de viser l'article 30 de l'avant-projet au lieu de l'article 29.

Article 32

Cette disposition met en oeuvre l'article 27, § 4, de la décision-cadre précitée, qui autorise l'Etat d'émission à poursuivre la personne qui lui a été remise sur la base d'un mandat d'arrêt européen pour des infractions autres que celles qui ont motivé sa remise. Toutefois, dans cette hypothèse, le consentement de l'Etat membre d'exécution est requis.

L'article 32 de l'avant-projet précise que "la chambre du Conseil qui a remis la personne décide dans les conditions prévues à l'article 17 de la présente loi". Or, en vertu de cette disposition, la personne concernée et son conseil doivent être entendus par la chambre du conseil. Qu'en sera-t-il dans cette hypothèse dès lors que cette personne a déjà quitté le territoire belge ?

Selon le fonctionnaire délégué, la disposition doit être complétée afin de préciser que la personne remise pourra se faire utilement représenter par son avocat en Belgique s'il ne lui est pas possible de se présenter personnellement devant le juge belge.

Article 33

1. Selon le commentaire de l'article et selon le fonctionnaire délégué, la référence visée au paragraphe 4 doit concerner les articles 3 et 4 de l'avant-projet, et non les articles 2 et 3.

2. La liste des infractions prévues à l'article 6, § 2, de l'avant-projet doit également servir de base au juge belge lorsqu'il veut décerner un mandat d'arrêt européen pour des infractions qui ont notamment été commises dans son ressort. Or, parmi les infractions ainsi énumérées, certaines sont très vagues de sorte que la correspondance avec des infractions existantes en droit pénal belge, n'est pas aisée. Ainsi, que faut-il comprendre par des "crimes contre l'environnement" au regard du droit belge et plus particulièrement au regard du droit régional ? La même question vaut pour le "racket".

Comme en a convenu, le fonctionnaire délégué la volonté a été de reproduire fidèlement l'article 2, § 2, de la décision-cadre précitée. Toutefois, cette liste doit identifier les dispositions pénales qui, en Belgique, correspondent aux infractions visées à l'article 2 § 2, de la décision-cadre précitée.

3. Interrogé sur le sens exact de la phrase suivant laquelle "le mandat d'arrêt européen ne peut être délivré qu'aux conditions imposées par la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive", le fonctionnaire délégué a répondu qu'elle devait être omise, la délivrance du mandat d'arrêt européen devant répondre aux exigences de la loi en projet laquelle transpose la décision-cadre précitée qui a consacré ledit mandat.

4. En vertu du paragraphe 2, c'est le procureur du Roi qui est compétent pour délivrer un mandat d'arrêt européen lorsque celui-ci concerne l'exécution d'une peine privative de liberté en Belgique. En vertu du commentaire de cette disposition, "le mandat d'arrêt européen doit répondre aux règles de forme et de fond prévues aux articles 3 et 4 de l'avant-projet ainsi qu'aux règles applicables à la matière conformément à la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive". Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, cette dernière précision doit également être omise du commentaire.

Article 34

En vertu du paragraphe 5, 4°, la transmission du mandat d'arrêt européen peut avoir lieu "par tout autre moyen sûr permettant d'en obtenir une trace écrite, dans des

.../...

conditions permettant à l'Etat membre d'exécution d'en vérifier l'authenticité". Cette disposition s'inspire de l'article 10, § 4, de la décision-cadre précitée. Toutefois, elle gagnerait à préciser ce qu'il y lieu d'entendre par "tout autre moyen sûr".

Il ressort des explications du fonctionnaire délégué qu'il est ici fait référence au système de transmission des demandes d'extradition tel qu'il est organisé par l'Accord du 26 mai 1989 entre les Etats membres des Communautés européennes relatif à la simplification et à la modernisation des modes de transmission des demandes d'extradition, fait à San Sebastian et approuvé par la loi du 22 avril 1997.

En vertu de l'article 2 de cet Accord, les demandes d'extradition peuvent être transmises par télécopie; quant à l'article 3 du même Accord, il précise que "pour garantir tant l'origine que la confidentialité de la transmission, il sera fait usage d'un appareil cryptographique adapté au télécopieur (...)".

De telles explications ne concordent pas avec l'article 31 de la décision-cadre. En effet, en vertu du paragraphe 1^{er}, b), de cette disposition, ledit Accord ne sera plus applicable à la matière du mandat d'arrêt européen, étant remplacé par la décision-cadre.

Article 37

Cette disposition transpose l'article 27, §§ 2 et 3, de la décision-cadre précitée.

1. Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, au paragraphe 1^{er}, il y aurait lieu de préciser qu'il s'agit d'un mandat d'arrêt européen décerné par une autorité judiciaire belge.

2. Interrogé sur le sens du paragraphe 2, alinéa 1^{er}, d), par rapport au droit belge, le fonctionnaire délégué a expliqué que les termes "ou une mesure qui en tient lieu" doivent être remplacés par les termes "ou un emprisonnement subsidiaire".

.../...

3. Le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, f), prévoit que "la personne concernée a le droit, à cette fin, de se faire assister par un conseil" sans fournir de précision sur les modalités de cette assistance et les conditions de celle-ci. La même observation vaut pour l'article 38, § 1^{er}, c) (devenant b)), de l'avant-projet.

Comme l'a déjà souligné le fonctionnaire délégué, les droits de la défense doivent être mieux circonscrits dans les dispositions de l'avant-projet.

4. S'agissant du paragraphe 2, alinéa 2, de l'accord du fonctionnaire délégué, le texte serait mieux rédigé comme suit :

"Si, en dehors des cas visés à l'alinéa 1^{er}, le juge d'instruction, le procureur du Roi ou la juridiction souhaitent, selon le cas, poursuivre, (la suite comme à l'avant-projet)".

Article 38

1. Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, au paragraphe 1^{er}, première phrase, ainsi qu'au c) (qui doit être corrigé en un point b) dans la version française du texte), les termes "que l'Etat d'exécution" doivent être remplacés par les termes "que la Belgique".

2. Au paragraphe 2, la référence à l'article 2, § 1^{er}, doit être remplacée par une référence à l'article 3, § 4.

3. Au paragraphe 3, la section de législation n'aperçoit pas la portée des termes "Nonobstant le paragraphe 1". Il ressort des explications du fonctionnaire délégué que ces termes doivent être supprimés.

De l'accord du fonctionnaire délégué, il y aurait lieu également de préciser dans le début de la phrase "une personne qui a été remise à la Belgique en vertu d'un mandat d'arrêt européen (la suite comme à l'avant-projet)".

Article 39

1. Le paragraphe 2 n'indique pas si la personne concernée sera entendue sur la circonstance qu'elle sera renvoyée en Belgique pour purger sa peine alors que l'article 25, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la décision-cadre prévoit cette audition.

Selon le fonctionnaire délégué, il convient de faire référence aux conventions régissant le transfèrement de personnes détenues. Sur ce point, il est fait référence à l'observation formulée sous l'article 9 de l'avant-projet.

2. Selon le paragraphe 3, la Belgique peut refuser le transit d'un ressortissant belge ou d'un résident en Belgique dans le cadre de l'exécution d'une peine si elle s'engage à exécuter cette peine conformément à la loi belge.

Cette disposition n'est guère explicite sur la procédure qui sera mise en oeuvre dans cette hypothèse et si la personne concernée peut être entendue sur ce point par les autorités belges.

Selon le fonctionnaire délégué, le droit belge n'est pas encore adapté à cette circonstance. La disposition en projet devrait en conséquence spécifier les modalités de sa mise en oeuvre.

Article 40

Cette disposition indique que c'est le Ministre de la Justice qui est compétent pour gérer les demandes de transit. En vertu de l'article 25, § 2, de la décision-cadre précitée, cette désignation doit être communiquée au secrétariat général du Conseil.

Article 43

En vertu de cette disposition la loi en projet devrait s'appliquer pour les mandats d'arrêt européens qui interviendraient à partir du 1^{er} janvier 2004, date à laquelle la décision-cadre est censée remplacer les conventions en matière d'extradition pour les Etats membres de l'Union. Toutefois, que se passera-t-il si au 1^{er} janvier 2004 tous les Etats membres n'ont pas transposé la décision-cadre ? Ne serait-il pas plus prudent de prévoir que dans cette hypothèse, les demandes d'arrestation et de remise restent régies par les instruments existants en matière d'extradition même si elles sont formulées après le 1^{er} janvier 2004 ?

Il ressort des explications du fonctionnaire délégué qu'il y a une volonté politique au niveau de l'Europe de mettre en oeuvre au plus tard pour le 1^{er} janvier 2004 la décision-cadre précitée, de sorte que tous les Etats membres de l'Union devraient, à ce moment-là, avoir opéré la transposition de cette décision dans leurs ordres juridiques internes.

Toutefois, il n'est pas exclu que certains Etats n'aient pas achevé leur procédure de transposition pour le 1^{er} janvier 2004.

Il appartiendra à l'auteur du projet d'apprécier l'opportunité d'une telle disposition transitoire.

Observations de forme

Le texte néerlandais de certaines dispositions du projet devrait être corrigé du point de vue d'un usage correct et logique de la langue. C'est sous réserve des observations de fond précédentes et à titre d'exemple que sont faites les observations suivantes :

.../...

Article 3

Au paragraphe 4, le terme "infraction" est rendu en néerlandais tantôt par le terme "strafbaar feit", tantôt par le terme "misdrijf". La décision-cadre utilise le terme "strafbaar feit".

Article 6

Au paragraphe 2, antépénultième tiret, il est question du "Internationaal Straftribunaal". Mieux vaut parler du "Internationaal Strafhof".

Article 15

Au paragraphe 3, il faudrait écrire : "... zonder dat enige andere formaliteit hoeft te worden vervuld."

Article 17

Le paragraphe 4 est illisible.

Article 18

Le paragraphe 5, seconde phrase, devrait être rédigé comme suit : "In de akte van betekening wordt ... en wordt de termijn bepaald waarbinnen zulks moet geschieden."

Article 29

Au paragraphe 1^{er}, il faudrait écrire : "... eerst te lopen op de dag ... wordt opgeheven."

Au paragraphe 3, il faudrait écrire : "schorst de onderzoeksrechter de procedure in afwachting dat ...".

ALGEMENE OPMERKINGEN

I. Omzetting van een aantal bepalingen van het kaderbesluit

1. Het voorontwerp van wet strekt ertoe het kaderbesluit van 13 juni 2002 betreffende het Europees aanhoudingsbevel en de procedures van overlevering tussen de lidstaten om te zetten.

Artikel 1, lid 1, van dat kaderbesluit luidt als volgt :

"Het Europees aanhoudingsbevel is een rechterlijke beslissing die door een lidstaat wordt uitgevaardigd met het oog op de aanhouding en de overlevering door een andere lidstaat van een persoon die gezocht wordt met het oog op strafvervolgning of uitvoering van een tot vrijheidsbeneming strekkende straf of maatregel."

In andere bepalingen van het kaderbesluit wordt een onderscheid gemaakt tussen de gevallen waarin het Europees aanhoudingsbevel past in de procedure ter voorbereiding van de fase van berechting en die waarin datzelfde aanhoudingsbevel past in de tenuitvoerlegging van een rechterlijke uitspraak.

Voorts ontheft de omstandigheid dat onder meer België de integrale uitvoering van het kaderbesluit moet garanderen, de wetgever niet van de verplichting om de voorschriften voortvloeiend uit de Belgische Grondwet in acht te nemen, die aldus moeten worden gelezen dat ze in overeenstemming zijn met dat kaderbesluit. Het staat derhalve aan de wetgever om de voorwaarden in acht te nemen waaronder de Grondwet aanvaardt dat beperkingen kunnen worden gesteld aan de persoonlijke vrijheid. Artikel 12, derde lid, van de Grondwet bepaalt : "Behalve bij ontdekking op heterdaad kan niemand worden aangehouden dan krachtens een met redenen omkleed bevel van de rechter, dat moet worden betekend bij de aanhouding of uiterlijk binnen vierentwintig uren". Met inachtneming van het beginsel van het vermoeden van onschuld, vastgelegd in artikel 6, lid 2, van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en in artikel 14, lid 2, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, stelt de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis strikte voorwaarden in verband met de vrijheidsbeneming van een persoon tijdens het gerechtelijk onderzoek. Ter uitvoering van de artikelen 14 en 40, tweede lid, van de Grondwet regelt het Wetboek van Strafvordering die voorwaarden op een verschillende manier wanneer een

.../...

persoon moet worden aangehouden als gevolg van een definitieve strafrechtelijke veroordeling.

Duidelijkheidshalve en met het oog op de naleving van de voornoemde beginselen zou het wenselijk zijn dat het hoofdstuk gewijd aan de tenuitvoerlegging van een Europees aanhoudingsbevel uitgevaardigd door een andere lidstaat (hoofdstuk II van het voorontwerp) aldus wordt gestructureerd dat met betrekking tot de eventuele vrijheidsbeneming van de persoon ten aanzien van wie een Europees aanhoudingsbevel is uitgevaardigd de gevallen waarin de aanhouding of hechtenis volgt op een buitenlandse rechterlijke beslissing, onderscheiden worden van de gevallen waarin de aanhouding of hechtenis geschiedt in het kader van de procedure ter voorbereiding van de rechterlijke uitspraak.

Met dat onderscheid moet ook inhoudelijk in de bepalingen die de ene en de andere situatie regelen, rekening worden gehouden. Zo is het bijvoorbeeld niet raadzaam om, voor de beide gevallen die hierboven zijn onderscheiden, in artikel 11 van het voorontwerp op algemene wijze te verwijzen naar de voorwaarden voor een aanhouding die worden gesteld in artikel 2 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis. Het voornoemde artikel 2 stelt immers voorwaarden, zoals die met betrekking tot het bestaan van "ernstige aanwijzingen van schuld aan een misdaad of een wanbedrijf", die niet kunnen worden toegepast op personen ten aanzien van wie reeds een onherroepelijk vonnis is uitgesproken. Bepaaldelijk wat de verwijzing naar datzelfde artikel 2 van de voornoemde wet van 20 juli 1990 in het kader van de voorbereidende procedure betreft, rijst bovendien de vraag of die verwijzing pertinent is, daar de laatstgenoemde bepaling bedoeld is om situaties te regelen waarin de onderzoeksrechter per hypothese beschikt over stukken die een dossier vormen op basis waarvan hij uitspraak zal kunnen doen, terwijl de beslissing om een persoon tegen wie een Europees aanhoudingsbevel is uitgevaardigd, vóór zijn berechting eventueel zijn vrijheid te ontnemen in beginsel genomen zal worden op basis van dat enkele Europees aanhoudingsbevel, met dien verstande dat de uitvaardigende rechterlijke autoriteit in het bezit blijft van het vervolgingsdossier. Het zou verkieslijk zijn dat het voorontwerp, gelet op de specificiteit

ervan, voor elk van die situaties bij wege van autonome bepalingen voorschrijft welke zich kunnen baseren op de bepalingen vervat in de voornoemde wet van 20 juli 1990 ⁽¹⁾.

Het zou beter zijn de aldus onderscheiden bepalingen inzake de vrijheidsbeneming in hun geheel gescheiden te houden van die welke betrekking hebben op de eigenlijke tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel met het oog op de overlevering van de betrokkene aan de uitvaardigende Staat. Zo moet bijvoorbeeld artikel 13 van het voorontwerp, dat de voorwaarden bevat waaronder omtrent de tenuitvoerlegging van het aanhoudingsbevel een ongunstige beslissing kan worden genomen, vallen buiten de onderverdeling van het voorontwerp waarin ook artikel 12 is opgenomen, dat een aantal regels inzake de vrijheidsbeneming bevat; het verdient aanbeveling artikel 13 te plaatsen vooraan in de onderverdeling gewijd aan de beslissing over de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel (thans hoofdstuk II, afdeling 2, onderafdeling 4).

Die verschillende onderscheidingen moeten blijken uit de structuur zelf van hoofdstuk II van het voorontwerp.

Tevens moeten uiteraard bepalingen worden aangenomen die de regelingen toepasselijk op de eigenlijke tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel en op de vrijheidsbeneming op elkaar doen aansluiten ⁽²⁾. In de bijzondere opmerkingen zullen nog andere problemen van samenhang tussen verschillende delen van het voorontwerp worden behandeld.

2. Het voorontwerp van wet zet het voornoemde kaderbesluit van 13 juni 2002 niet in zijn geheel om.

⁽¹⁾ Overigens valt op te merken dat het onderzochte voorontwerp eerst in artikel 11, in fine, verwijst naar artikel 2 van de voornoemde wet van 20 juli 1990 en vervolgens, in artikel 12, inzonderheid de procedureregels betreffende het uitspreken van een beschikking tot vrijheidsbeneming opsomt, waarvan sommige een nodeloze herhaling zijn van die vervat in het voornoemde artikel 2.

⁽²⁾ Dat is bijvoorbeeld het geval met artikel 13, § 3, van het voorontwerp, waarbij de constatering dat een beslissing tot niet-tenuitvoerlegging van het aanhoudingsbevel definitief is geworden doordat geen beroep is ingesteld, van rechtswege meebrengt dat een voordien door de onderzoeksrechter uitgevaardigde beschikking tot vrijheidsbeneming ophoudt uitwerking te hebben.

a) Dat is onder meer het geval met artikel 5, punt 2, van het voornoemde kaderbesluit, dat bepaalt :

"indien het feit dat aan het Europees aanhoudingsbevel ten grondslag ligt, strafbaar is gesteld met een levenslange vrijheidsstraf of een maatregel welke levenslange vrijheidsbeneming meebrengt, kan de tenuitvoerlegging van het aanhoudingsbevel afhankelijk worden gesteld van de voorwaarde dat in het rechtsstelsel van de uitvaardigende lidstaat de mogelijkheid van herziening van de opgelegde straf of maatregel - op verzoek of ten minste na 20 jaar - bestaat, dan wel van toepassing van gratiemaatregelen waarvoor de betrokkene krachtens de nationale wetgeving of praktijk van die lidstaat in aanmerking kan komen, strekkende tot niet-uitvoering van die straf of maatregel."

Op de vraag waarom dat voorschrift niet wordt omgezet, heeft de gemachtigde ambtenaar uitgelegd dat alle lidstaten van de Unie beschikken over mechanismen voor de herziening van levenslange vrijheidsstraffen of over gratiemaatregelen. Het is volgens hem derhalve niet dienstig een zodanige bepaling op te nemen in het voorontwerp.

Een zodanige verantwoording kan ophouden relevant te zijn. Er kan immers niet worden uitgesloten dat sommige lidstaten hun recht of hun rechtspraktijk in die mate wijzigen dat de mechanismen voor de herziening van levenslange vrijheidsstraffen of de gratiemaatregelen niet meer kunnen worden toegepast. Zo ook kunnen toekomstige lidstaten die gebonden zijn door het kaderbesluit eveneens de mogelijkheid ontberen om die mechanismen of maatregelen toe te passen.

b) Artikel 7 van het voornoemde kaderbesluit staat de lidstaten toe een centrale autoriteit aan te wijzen die ermee belast wordt de bevoegde rechterlijke autoriteiten bij te staan, onder meer voor het toezenden en het administratief in ontvangst nemen van de Europese aanhoudingsbevelen.

Het voorontwerp van wet voorziet niet in die mogelijkheid. Volgens de gemachtigde ambtenaar is het de bedoeling dat het toezenden en het in ontvangst nemen van de Europese aanhoudingsbevelen uitsluitend aan de rechterlijke autoriteiten wordt toevertrouwd. Hij voegt er evenwel aan toe dat zulks de Federale Overheidsdienst Justitie niet mag beletten accessoir mee te werken met de bevoegde buitenlandse rechterlijke autoriteiten. Op dat punt kan de memorie van toelichting in die zin worden aangevuld.

c) Artikel 15, lid 3, van het voornoemde kaderbesluit bepaalt :

"De uitvaardigende rechterlijke autoriteit kan te allen tijde alle aanvullende dienstige inlichtingen aan de uitvoerende rechterlijke autoriteit toezenden."

De ontworpen wet bevat geen zodanige bepaling, terwijl deze dienstig kan blijken voor het goede verloop van de handelingen gesteld in het kader van de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel.

Het voorontwerp moet op dat punt worden aangevuld.

d) De artikelen 18 en 19 van het voornoemde kaderbesluit voorzien in de mogelijkheid voor de lidstaat die het Europees aanhoudingsbevel uitgevaardigd heeft met het oog op vervolging, ofwel om de betrokkene te horen in de loop van de procedure waarin de lidstaat belast met de tenuitvoerlegging van dat aanhoudingsbevel de zaak onderzoekt, ofwel om te vragen dat hij tijdelijk naar het grondgebied van die lidstaat wordt overgebracht.

Het voorontwerp zet de voornoemde bepalingen niet om.

Uit de uitleg verstrekt door de gemachtigde ambtenaar blijkt dat het horen en de tijdelijke overbrenging kunnen plaatshebben op basis van andere rechtsinstrumenten die voorzien in wederzijdse rechtshulp, zoals het Europees Verdrag aangaande de wederzijdse rechtshulp in strafzaken, opgemaakt te Straatsburg op 20 april 1959 en goedgekeurd bij de wet van 19 juli 1975, alsook de Overeenkomst van 19 juni 1990 ter uitvoering van het Akkoord van Schengen van 14 juni 1985 betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen, gesloten door de Regeringen van de Staten van de Benelux Economische Unie, de Federale Bondsrepubliek Duitsland en de Franse Republiek. Die instrumenten verwijzen over het algemeen echter naar ambtelijke opdrachten, die volgens artikel 873 van het Gerechtelijk Wetboek in principe enkel mogen worden uitgevoerd na machtiging van de Minister van Justitie, tenzij de internationale verdragen anders bepalen. Het kaderbesluit lijkt echter geen uitvoering te geven aan het mechanisme van de ambtelijke opdrachten, daar die vormen van wederzijdse rechtshulp worden geregeld via beslissingen die na gemeenschappelijk overleg worden genomen door de betrokken rechterlijke autoriteiten.

.../...

Voorts strekt artikel 19 van het kaderbesluit ertoe de wijze te regelen waarop de persoon wordt gehoord tegen wie het Europees aanhoudingsbevel is uitgevaardigd. Gelet op de specificiteit van dat horen moeten aanvullende preciseringen worden aangebracht, onder meer wat de voorwaarden betreft waaronder het horen kan plaatsvinden. Wie wordt volgens het Belgische recht "aangewezen" om aanwezig te zijn bij een verhoor in een uitvaardigende Staat ? Wat is voorts in het omgekeerde geval, te weten wanneer het horen plaatsheeft in België, precies de rol van de rechterlijke autoriteiten van de uitvaardigende Staat, hoe staat het met het geheim van het onderzoek en met de eerbiediging van de rechten van verdediging ?

De ontworpen wet moet op die verschillende punten worden aangevuld.

3. In de artikelsgewijze bespreking wordt gewezen op de overeenkomst tussen verscheidene van de besproken artikelen en een aantal bepalingen van internationale verdragen bindend voor België, onder meer inzake gerechtelijke uitlevering. Naar luid van artikel 31, lid 1, van het kaderbesluit komt dit besluit immers in de plaats van de overeenkomstige bepalingen van die verdragen, met inachtneming van de reserves gesteld in de leden 2 en 3 van diezelfde bepaling. In navolging van wat bijvoorbeeld gedaan is in verband met artikel 8 van het voorontwerp, zou het verkieslijk zijn voor iedere bepaling van het thans onderzochte voorontwerp de overeenkomstige bepaling van het kaderbesluit aan te geven, waarbij eventueel ook de vergelijkbare bepaling in de thans vigerende, pertinente internationale rechtsinstrumenten wordt vermeld. Het zou bovendien nuttig zijn bij de memorie van toelichting een overzichtstabel te voegen van de overeenstemming tussen de bepalingen van het kaderbesluit en die van het voorontwerp.

II. Het Europees aanhoudingsbevel en de misdrijven die onder de rechtsmacht van het Internationaal Strafhof vallen

In artikel 2, lid 2, van het voornoemde kaderbesluit, te weten in het op twee na laatste streepje van die bepaling, die een lijst van tweeëndertig strafbare feiten bevat waarvoor toetsing van de dubbele strafbaarheid niet meer vereist is bij de tenuitvoerlegging van een Europees aanhoudingsbevel, worden de misdrijven die onder de rechtsmacht van het Internationaal Strafhof vallen, uitdrukkelijk vermeld.

.../...

Wat oorlogsmisdaden betreft, heeft men in de wet van 16 juni 1993 betreffende de bestraffing van de ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht gekozen voor één enkele lijst van ernstige strafbare feiten, zowel voor internationale als voor niet-internationale gewapende conflicten. Het Statuut van het Internationaal Strafhof blijft echter een onderscheid maken tussen ernstige schendingen gepleegd in het kader van "internationale gewapende conflicten" (artikel 8, lid 2, a en b) en die gepleegd in het kader van "niet-internationale gewapende conflicten" (artikel 8, lid 2, c en e), naar het model van de vier Verdragen van Genève van 12 augustus 1949 en de twee aanvullende Protocollen daarbij, gedateerd 8 juni 1977 ⁽³⁾.

Zoals in artikel 8 van het Statuut van het Internationaal Strafhof wordt aangegeven, gelden bepaalde ernstige strafbare feiten zowel voor internationale als niet-internationale gewapende conflicten ⁽⁴⁾.

Andere strafbare feiten zijn daartegen specifiek voor een bepaalde soort gewapend conflict. Op de lijst van handelingen die een ernstige schending vormen in het kader van internationale gewapende conflicten, zijn immers een aantal strafbare feiten

⁽³⁾ Zie advies 34.154/VR/2, gegeven op 16 december 2002, over een voorstel van wet "tot wijziging van de wet van 16 juni 1993 betreffende de bestraffing van ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht" (Gedr. St., Senaat, zitting 2001-2002, nr. 2-1256/1),

⁽⁴⁾ Dat is bijvoorbeeld het geval met "het opzettelijk richten van aanvallen op de burgerbevolking als zodanig of op individuele burgers die niet rechtstreeks deelnemen aan de vijandelijkheden" (artikel 8, lid 2, b), i) en lid 2, e), i)) of "het opzettelijk richten van aanvallen op personeel, installaties, materieel, eenheden of voertuigen betrokken bij humanitaire hulpverlening of vredesmissies overeenkomstig het Handvest van de Verenigde Naties, voorzover deze recht hebben op de bescherming die aan burgers of burgerdoelen wordt verleend krachtens het internationaal recht inzake gewapende conflicten" (artikel 8, lid 2, b), iii), en lid 2, e), iii)).

opgenomen die niet vermeld staan op de lijst van ernstige schendingen die in aanmerking worden genomen bij niet-internationale gewapende conflicten ⁽⁵⁾.

Gelet op het specifieke karakter van de voornoemde wet van 16 juni 1993, moet worden voorkomen dat een Belgische rechter met toepassing van artikel 6, § 2, op twee na laatste streepje ⁽⁶⁾, dat toepassing verleent aan artikel 2, lid 2, op twee na laatste streepje, van het kaderbesluit, een Europees aanhoudingsbevel uitvaardigt wegens overtredingen van de voornoemde wet, terwijl die strafbare feiten op basis van het Statuut van het Internationaal Strafhof niet tot de bevoegdheid van het Hof behoren.

Het Europees aanhoudingsbevel kan in een zodanig geval echter uitgevaardigd worden op basis van artikel 2, lid 4, van het voornoemde kaderbesluit, op voorwaarde evenwel dat de feiten omschreven in het Europees aanhoudingsbevel eveneens strafbaar zijn volgens het recht van de uitvoerende lidstaat; het doet er dan weinig toe dat de rechtsmacht van de Belgische gerechten universeel is ten aanzien van die strafbare feiten.

De gemachtigde ambtenaar heeft beaamd dat zulke preciseringen duidelijk aangegeven moeten worden in de memorie van toelichting.

⁽⁵⁾ Dat is bijvoorbeeld het geval met de volgende feiten : "het gebruiken van gif of giftige wapens", "het gebruiken van verstikkende, giftige of andere gassen en overige soortgelijke vloeistoffen, materialen of apparaten", "het gebruiken van kogels die in het menselijk lichaam gemakkelijk in omvang toenemen of platter en breder worden, zoals kogels met een harde mantel die de kern gedeeltelijk onbedekt laat of die is voorzien van inkepingen" of nog "het gebruiken van wapens, projectielen, materieel en wijzen van oorlogvoering die van aard zijn om overbodig letsel of nodeloos lijden te veroorzaken of die zonder meer in strijd zijn met het internationaal recht inzake gewapende conflicten, voorzover dergelijke wapens, projectielen, materieel en wijzen van oorlogvoering vallen onder een algeheel verbod en zijn opgenomen in een bijlage bij dit Statuut, krachtens een amendement overeenkomstig de desbetreffende bepalingen in de artikelen 121 en 123" (artikel 8, lid 2, b), xvii), xviii), xix) en xx)).

⁽⁶⁾ Overeenkomstig de gebruiken inzake de wetgevingstechniek moeten de tweeëndertig groepen van strafbare feiten die in die bepaling voorkomen, genummerd worden van 1° tot 32°.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Dispositief

Artikel 2

Aangezien het kaderbesluit niet voorschrijft dat vermeld moet worden dat het wordt omgezet, moet deze bepaling, die niet regelgevend is, vervallen.

Artikel 3

1. In het kaderbesluit van de Raad van 13 juni 2002 betreffende het Europees aanhoudingsbevel en de procedures van overlevering tussen de lidstaten worden de termen "vrijheidsstraf" en "tot vrijheidsbeneming strekkende maatregel" gebruikt. In het voorontwerp is er sprake van "vrijheidsbenemende straf of veiligheidsmaatregel".

Ter wille van de eenvormigheid zou het verkieslijk zijn dat in het voorontwerp de terminologie van het genoemde kaderbesluit volledig wordt overgenomen.

2. In paragraaf 4, c), van het voorontwerp dienen de woorden "artikel 3" vervangen te worden door de woorden "deze bepaling".

3. De gemachtigde ambtenaar heeft beaamd dat de verwijzing naar artikel 5.2 in paragraaf 4, d), van het voorontwerp, vervangen moet worden door de verwijzing naar artikel 6 van het voorontwerp.

4. In paragraaf 6 van het voorontwerp staat dat het Europees aanhoudingsbevel dat aan België gericht wordt, in het Nederlands, het Frans, het Duits, of nog, het Engels moet zijn gesteld.

Aangezien de laatstgenoemde taal in België geen officiële taal is, dient het secretariaat-generaal van de Raad op de hoogte gebracht te worden van die mogelijkheid, overeenkomstig artikel 8, lid 2, van het genoemde kaderbesluit.

Artikel 5

In deze bepaling van het voorontwerp staat in welke gevallen België zal weigeren een Europees aanhoudingsbevel ten uitvoer te leggen.

1. In punt 4 is in de Franse tekst sprake van de verjaring van "l'action". Het zou beter zijn, en de gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens, nauwkeuriger aan te geven dat het gaat om de verjaring van "l'action publique".

2. In punt 5 wordt een weigeringsgrond vastgelegd die niet als zodanig vermeld wordt in artikel 3 van het genoemde kaderbesluit, maar waarmee, volgens de bespreking van dat artikel, artikel 1, lid 3, van datzelfde kaderbesluit ten uitvoer wordt gelegd, dat het volgende bepaalt : "Dit kaderbesluit kan niet tot gevolg hebben dat de verplichting tot eerbiediging van de grondrechten en de fundamentele rechtsbeginselen, zoals die zijn neergelegd in artikel 6 van het Verdrag betreffende de Europese Unie, wordt aangetast."

Deze bepaling van het kaderbesluit is meer bepaald de neerslag van de bedoeling vervat in de twaalfde overweging van de aanhef van dat besluit, die luidt als volgt :

"Dit kaderbesluit eerbiedigt de grondrechten en voldoet aan de beginselen die worden erkend bij artikel 6 van het Verdrag betreffende de Europese Unie en zijn weergegeven in het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie(...), met name in hoofdstuk VI. Niets in dit kaderbesluit staat eraan in de weg dat de overlevering kan worden geweigerd van een persoon tegen wie een Europees aanhoudingsbevel is uitgevaardigd, indien er objectieve redenen bestaan om aan te nemen dat het Europees aanhoudingsbevel is uitgevaardigd met het oog op vervolging of bestraffing van die persoon op grond van zijn geslacht, ras, godsdienst, etnische afstamming, nationaliteit, taal, politieke overtuiging of seksuele geaardheid of dat de positie van die persoon kan worden aangetast om een van deze redenen.

Dit kaderbesluit laat de toepassing door de lidstaten van hun grondwettelijke bepalingen betreffende het recht op een eerlijke rechtsgang, de vrijheid van

.../...

vereniging, de vrijheid van drukpers en de vrijheid van meningsuiting in andere media, onverlet."

Artikel 5.5 van het voorontwerp bepaalt dat de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel geweigerd wordt "ingeval ernstige redenen bestaan te denken dat de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel afbreuk zou doen aan de fundamentele rechten van de betrokken persoon, zoals die worden bevestigd door artikel 6 van het Verdrag betreffende de Europese Unie."

In de bespreking van deze bepaling staat het volgende : "Uiteraard kan de Belgische rechterlijke autoriteit die uitspraak moet doen over de tenuitvoerlegging van het bevel niet overgaan tot een politieke beoordeling van de situatie in de andere lidstaten. De controle wordt strikt beperkt tot de beoordeling van concrete omstandigheden betreffende het geval dat aanleiding geeft tot het Europees aanhoudingsbevel."

In artikel 6, lid 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie wordt inzonderheid verwezen naar het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden. Ten aanzien van zulk een controle rijst de vraag of de Belgische rechter, die geadieerd is omtrent een Europees aanhoudingsbevel dat is uitgevaardigd door een andere lidstaat, dat bevel bijvoorbeeld meer in het bijzonder kan toetsen aan artikel 7 van het genoemde Verdrag, dat het beginsel van de wettelijkheid van de tenlasteleggingen huldigt. Zulk een beginsel houdt in dat de strafbare feiten duidelijk zijn vastgelegd in wetteksten, zodat de burgers zeker kunnen weten dat het om strafbare feiten gaat en de strafmaat kunnen kennen. Er kan overigens niet uitgesloten worden dat andere bepalingen van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden eraan in de weg staan dat de Belgische rechterlijke autoriteiten een Europees aanhoudingsbevel ten uitvoer leggen.

Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat dat het geval kan zijn; de Belgische rechters blijven immers gebonden door andere internationale instrumenten, onder meer door het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, wanneer ze een eigen toetsing verrichten van het Europees aanhoudingsbevel. Gezien het gewicht van de ontworpen bepaling, behoort de strekking ervan duidelijk te worden uiteengezet in de memorie van toelichting.

Artikel 6

1. Wat betreft de strafbare feiten die aanleiding kunnen geven tot het uitvoerdigen van een Europees aanhoudingsbevel, wordt in het kaderbesluit een onderscheid gemaakt tussen strafbare feiten waarvoor een toetsing van het beginsel van de dubbele strafbaarheid gehandhaafd wordt en strafbare feiten waarvoor zulk een toetsing niet langer vereist is.

Zo somt artikel 2, lid 2, van het kaderbesluit tweeëndertig strafbare feiten op waarvoor de Belgische rechter niet hoeft na te gaan of ze ook strafbaar zijn volgens het Belgische strafrecht. De toetsing die de Belgische rechter verricht zal erin bestaan na te gaan of op het gedrag beschreven in het Europees aanhoudingsbevel ten aanzien van het recht van de Staat die het aanhoudingsbevel heeft uitgevaardigd, een vrijheidsstraf staat met een maximum van ten minste drie jaar en of dat gedrag gekwalificeerd is als strafbaar feit in de zin van artikel 2, lid 2, van het kaderbesluit.

In de bespreking van artikel 6 van het voorontwerp staat het volgende :

"De in de lijst opgenomen strafbare feiten worden niet strafrechtelijk omschreven, maar worden generisch beschouwd en hebben betrekking op een aantal takken van de criminaliteit. De uitvoerende rechterlijke autoriteit moet op generisch vlak derhalve nagaan of het feit waarop het aanhoudingsbevel betrekking heeft, in de lijst voorkomt. Zij gaat over tot dit onderzoek op grond van de toelichting bij de feiten die moet worden opgenomen in het formulier van het aanhoudingsbevel (...) Abortus of euthanasie bij voorbeeld heeft vanuit criminologisch standpunt een specifieke aanvaarding en kan als dusdanig niet worden opgenomen in de lijst onder "opzettelijke doodslag". Dientengevolge, kan de overlevering voor de twee genoemde voorbeelden in geen geval plaatsvinden wanneer de feiten in het kader van de toepasselijke Belgische wet toegestaan zijn."

Tot de strafbare feiten vermeld in artikel 2, lid 2, van het kaderbesluit behoren "moord en doodslag, zware mishandeling".

Wanneer een Belgische rechter geadieerd wordt omtrent een Europees aanhoudingsbevel uitgevaardigd door een rechter van een lidstaat waar abortus strafbaar is, zal hij moeten nagaan of op die feiten ten aanzien van het recht van die Staat een vrijheidsstraf staat met een maximum van minstens drie jaar en of abortus ten aanzien van het genoemde recht gekwalificeerd wordt als "moord en doodslag, zware mishandeling".

.../...

Indien in dat recht abortus die juridische kwalificatie heeft, is het de Raad van State niet duidelijk hoe een Belgische rechter kan weigeren een Europees aanhoudingsbevel op zijn grondgebied ten uitvoer te leggen, ook al zouden zulke feiten geen strafbaar feit vormen in het Belgische recht.

Ook de euthanasiekwestie is een probleem voor België, dat bij de wet van 28 mei 2002 euthanasie heeft toegestaan in welbepaalde omstandigheden en onder welbepaalde voorwaarden. Euthanasie wordt over het algemeen beschouwd als opzettelijk doden (doodslag, moord of vergiftiging). Aangezien euthanasie maar in twee Europese Staten is toegestaan, Nederland en België, is het mogelijk dat de rechters van deze Staten te maken krijgen met Europese aanhoudingsbevelen die uitgevaardigd zijn door de andere lidstaten waarvan de strafwetgeving euthanasie niet toestaat.

Zoals de gemachtigde ambtenaar heeft aangegeven, bestond op Europees niveau de wil om die strafbare feiten te schrappen van de lijst van artikel 2, lid 2, van het genoemde kaderbesluit, maar dat is in de regelgeving zelf niet gebeurd.

Gezien de huidige redactie van het kaderbesluit, moet de bespreking van artikel 6 van het voorontwerp worden gecorrigeerd.

2. Artikel 6, § 1, van het voorontwerp handhaaft het beginsel van de dubbele strafbaarheid voor de andere strafbare feiten die niet vermeld worden op de genoemde lijst van tweeëndertig strafbare feiten. Luidens artikel 2, lid 4, van het genoemde kaderbesluit kan, wat die andere strafbare feiten betreft, "overlevering afhankelijk worden gesteld van de voorwaarde dat het Europees aanhoudingsbevel berust op een naar het recht van de uitvoerende lidstaat strafbaar feit, ongeacht de bestanddelen of de kwalificatie ervan."

Artikel 6, § 1, van het voorontwerp is gebaseerd op die bepaling van het kaderbesluit, maar geeft niet aan dat de bestanddelen van het strafbaar feit of de kwalificatie ervan mogen verschillen van die welke zijn vastgelegd in het Belgische strafrecht.

Volgens de gemachtigde ambtenaar is zulk een precisering niet nodig aangezien dat reeds blijkt uit het uitleveringsrecht. Daar het evenwel de bedoeling is de

.../...

beginselen van het genoemde kaderbesluit om te zetten in het interne rechtsbestel, zou het toch beter zijn dat die precisering in het voorontwerp wordt opgenomen.

Artikel 7

1. In onderdeel 2° van deze bepaling van het voorontwerp wordt artikel 4, 3., van het genoemde kaderbesluit overgenomen.

Zo bijvoorbeeld kan de tenuitvoerlegging van een Europees aanhoudingsbevel geweigerd worden wanneer "ten aanzien van de betrokken persoon in België wegens dezelfde feiten een andere definitieve beslissing is genomen die de latere instelling van vervolging belet". De tekst van het kaderbesluit is echter ruimer, want heeft het over een onherroepelijke beslissing genomen "in een lidstaat", wat betekent dat de onherroepelijke beslissing ook elders dan in België mag zijn genomen.

Volgens de gemachtigde ambtenaar moeten in de bepaling ook de onherroepelijke beslissingen in aanmerking worden genomen die uitgevaardigd zouden worden in de andere lidstaten van de Europese Unie. Ze moet bijgevolg op dat punt worden aangevuld.

2. In onderdeel 5° van deze bepaling van het voorontwerp wordt artikel 4, 6., van het genoemde kaderbesluit overgenomen. Krachtens laatstgenoemde bepaling kan de tenuitvoerlegging van een Europees aanhoudingsbevel geweigerd worden wanneer dit is uitgevaardigd met het oog op de tenuitvoerlegging van een vrijheidsstraf of een tot vrijheidsbeneming strekkende maatregel, terwijl de gezochte persoon verblijft in of onderdaan of ingezetene is van de uitvoerende lidstaat, en deze Staat zich ertoe verbindt die straf of maatregel overeenkomstig zijn nationale recht ten uitvoer te leggen.

In onderdeel 5° is alleen sprake van de gevallen dat betrokkene Belgisch onderdaan of Belgisch ingezetene is, en wordt niets gezegd over personen die op het grondgebied verblijven, terwijl daarnaar wel verwezen wordt in de bespreking van artikel 7.

Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat de bepaling in die zin moet worden aangevuld. Aangezien die begrippen gebruikt worden in een strafrechtelijke context, behoort daarvan de betekenis te worden gepreciseerd indien ze een andere strekking zouden hebben dan in de omgangstaal.

Bovendien dient bepaald te worden volgens welke procedure die bepaling ten uitvoer zal worden gelegd, onder meer wat betreft de aanwijzing van de Belgische overheid die gemachtigd is zich ertoe te verbinden de vrijheidsstraf of de tot vrijheidsbeneming strekkende maatregel ten uitvoer te leggen, de rechten van de betrokken persoon voordat die beslissing genomen wordt en de gevolgen van die beslissing, wanneer het bijvoorbeeld gaat om een voorwaardelijke invrijheidstelling.

3. De gemachtigde ambtenaar heeft beaamd dat ter wille van de duidelijkheid in onderdeel 6°, (2), aan het einde, bepaald moet worden dat het gaat om feiten gepleegd buiten het "Belgische grondgebied".

Artikel 8

1. Deze bepaling luidt als volgt :

"Indien het Europees aanhoudingsbevel is uitgevaardigd met het oog op de tenuitvoerlegging van een straf of van een veiligheidsmaatregel uitgesproken in het kader van een bij verstek gewezen vonnis en de betrokken persoon niet persoonlijk is gedagvaard of op een andere wijze in kennis is gesteld van de datum en de plaats van de terechtzitting waarop voornoemd vonnis is gewezen, kan de overlevering afhankelijk worden gesteld van de voorwaarde dat de uitvaardigende rechterlijke autoriteit waarborgen biedt die als toereikend worden beschouwd om de persoon op wie het Europees aanhoudingsbevel betrekking heeft, ervan te verzekeren dat hij in de uitvaardigende Staat verzet kan doen tegen het vonnis en dat hij in zijn aanwezigheid wordt berecht."

Deze bepaling strekt tot de gedeeltelijke omzetting van artikel 5, 1., van het genoemde kaderbesluit. Aangezien de steller van het voorontwerp ervoor gekozen heeft die bepaling ten uitvoer te leggen, moet hij ze volledig omzetten, en mag hij zich, zoals hij doet in de voorliggende bepaling, niet beperken tot de mogelijkheid van een verzetprocedure, die beperkter is dan "de gelegenheid (die de betrokken persoon krijgt om)

.../...

in de uitvaardigende lidstaat om een nieuw proces te verzoeken en aanwezig te zijn op de terechtzitting", zoals bepaald in artikel 5, 1., van het kaderbesluit.

2. Indien men daarenboven wil voorkomen dat de Belgische rechters die zich moeten uitspreken over verzoeken om tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel een verschillende aanpak zullen hanteren ten aanzien van de "voldoende garantie" genoemd in het kaderbesluit, moet die garantie in grote lijnen in de ontworpen regeling worden omschreven.

De gemachtigde ambtenaar heeft beaamd dat die bepaling van het voorontwerp in die zin moet worden aangevuld, zodat een minimaal juridisch kader wordt vastgesteld voor die garantie.

Artikel 9

Met deze bepaling van het voorontwerp wordt artikel 5, 3., van het genoemde kaderbesluit omgezet, dat de lidstaat die belast is met de tenuitvoerlegging van een Europees aanhoudingsbevel ter fine van een strafvervolging de mogelijkheid biedt als voorwaarde voor die tenuitvoerlegging te stellen dat de betrokkene wordt teruggezonden naar zijn grondgebied om daar zijn straf te ondergaan nadat hij door de lidstaat die het aanhoudingsbevel heeft uitgevaardigd, veroordeeld is; dat geval kan zich voordoen wanneer de persoon tegen wie het Europees aanhoudingsbevel gericht is ofwel Belg is, ofwel ingezetene is van België.

De vraag rijst evenwel of de betrokkene met betrekking tot die voorwaarde zijn standpunt kan doen gelden naar aanleiding van de uitoefening van zijn rechten van verdediging vóór de Belgische rechter.

Volgens de gemachtigde ambtenaar dient onder meer verwezen te worden naar het Europees Verdrag van 21 maart 1983 inzake de overbrenging van gevonnisde personen, opgemaakt te Straatsburg en de Overeenkomst van 25 mei 1987 betreffende de toepassing tussen de lidstaten van de Europese Gemeenschap van het Verdrag van de Raad van Europa inzake de overbrenging van gevonnisde personen, opgemaakt te Brussel en

.../...

goedgekeurd bij de wet van 19 juni 1990, waarin vereist wordt dat de betrokkene persoon zijn instemming verleent.

De bespreking van de bepaling moet in die zin worden aangevuld. Bovendien worden die vraagstukken ook geregeld in de wet van 23 mei 1990 inzake de overbrenging tussen Staten van de gevonnenen personen. Er is daarin evenwel alleen sprake van overbrenging naar België van een Belgische onderdaan in de zin van artikel 1 van die wet. Zou het bijgevolg niet geraden zijn die wet te wijzigen en ze uit te breiden tot Belgische ingezetenen ?

Meer in het algemeen dient de steller van het voorontwerp na te gaan of het rechtsstelsel betreffende overbrenging, zoals dat voortvloeit uit de internationale instrumenten die België binden en de genoemde wet van 23 mei 1990, wel beantwoordt aan de vereisten van het genoemde kaderbesluit.

Artikel 12

1. Deze bepaling van het voorontwerp zet meer bepaald artikel 11 van het genoemde kaderbesluit om, waarin de rechten worden vastgesteld van de persoon tegen wie het Europees aanhoudingsbevel is uitgevaardigd.

Dat artikel kent die persoon evenwel het recht toe op bijstand van een raadsman en een tolk, overeenkomstig het nationaal recht van de uitvoerende lidstaat.

Paragraaf 1, 3°, voorziet echter alleen in de mogelijkheid "een advocaat te kiezen". Luidens de bespreking van deze bepaling, "(is) de bijstand door de raadsman (...) onderworpen aan de ter zake vigerende regels (en geldt) zulks (...) ook voor de eventuele bijstand door een tolk".

Zulke preciseringen moeten duidelijk in het dispositief van de ontworpen wet staan, aangezien deze zich aandient als een bijzondere wet inzake strafprocesrecht.

2. In de ontworpen regeling wordt niets gezegd over de gevolgen van het niet-naleven van de voorwaarden voor invrijheidstelling en over de mogelijkheden om die voorwaarden aan te passen of sommige ervan te schrappen naargelang het verloop van de situatie, terwijl de artikelen 36, § 1, en 38, § 2, van de genoemde wet van 20 juli 1990 die vraagstukken regelen. Volgens de gemachtigde ambtenaar moet het voorontwerp op die punten worden aangevuld.

3. Paragraaf 5 is ook gebaseerd op artikel 35, § 4, van de genoemde wet van 20 juli 1990. Krachtens laatstgenoemde bepaling moet de voorafgaande en volledige betaling van een borgsom evenwel steunen op een gemotiveerde beslissing van de onderzoeksrechter, waarin deze onder meer gewag maakt van ernstige vermoedens dat gelden of waarden afkomstig van het strafbaar feit in het buitenland zijn geplaatst, ofwel verborgen gehouden.

Die precisering staat niet in de bepaling van het voorontwerp, die de onderzoeksrechter bijgevolg een zeer ruime beoordelingsbevoegdheid laat.

Volgens de gemachtigde ambtenaar wordt hier een verschillend doel nagestreefd. De borgsom moet de betrokken persoon ontraden om het Belgische grondgebied te verlaten gedurende de procedure van het onderzoek van het Europees aanhoudingsbevel.

Het staat aan de steller van het voorontwerp na te gaan of bij de redactie van die tekst niet meer afstand genomen moet worden van het genoemde artikel 35, § 4. Zo bijvoorbeeld zou het beter zijn te bepalen dat de borgsom terugbetaald wordt na de onherroepelijke beslissing over de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel indien de betrokken persoon voortdurend op het Belgische grondgebied is gebleven tijdens het verloop van de procedure en dat de borgsom toekomt aan de Belgische Staat als de betrokkene zonder wettige verschoningsgrond, het Belgische grondgebied verlaten heeft zonder de Belgische rechterlijke autoriteiten daarvan op de hoogte te brengen. De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

Artikel 13

1. Paragraaf 1 biedt de onderzoeksrechter de mogelijkheid een met redenen omklede beslissing houdende niet-tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel te nemen wanneer hij vaststelt dat er "een kennelijke reden" bestaat om die tenuitvoerlegging te weigeren op grond van de artikelen 4 tot 7 van het voorontwerp.

De vraag rijst wanneer de onderzoeksrechter zulk een beslissing zal nemen.

Volgens de gemachtigde ambtenaar zal de onderzoeksrechter die beslissing nemen zodra hij omtrent het dossier wordt geadieerd, dat wil zeggen op het moment dat hem de betrokken persoon wordt voorgeleid, binnen 24 uur na zijn aanhouding. Na die termijn kan de onderzoeksrechter zulk een beslissing niet meer nemen. De bepaling van het voorontwerp moet wat dat betreft nauwkeuriger zijn.

2. In paragraaf 4 staat dat de kamer van inbeschuldigingstelling binnen vijftien dagen nadat het openbaar ministerie hoger beroep heeft ingesteld, uitspraak doet, nadat ze de procureur-generaal, de betrokken persoon en diens raadsman gehoord heeft. In de bepaling staat echter niet of die persoon en diens raadsman inzage kunnen krijgen van de met redenen omklede beslissing van de onderzoeksrechter en van het Europees aanhoudingsbevel.

De gemachtigde ambtenaar heeft beaamd dat de bepaling van het voorontwerp in die zin moet worden aangevuld.

3. In paragraaf 7 staat dat tegen de beslissing van de kamer van inbeschuldigingstelling aangaande het hoger beroep, cassatieberoep kan worden ingesteld "onder de voorwaarden gesteld in artikel 17". Laatstgenoemde bepaling heeft echter geen betrekking op cassatieberoep; dat beroep wordt geregeld in artikel 19 van het voorontwerp.

De gemachtigde ambtenaar heeft beaamd dat de bepaling op dat punt moet worden gecorrigeerd.

.../...

Artikel 14

In paragraaf 2 moet verwezen worden naar de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de ambtshalve aanwijzing van een advocaat en meer in het bijzonder naar artikel 508/21 van dat Wetboek.

Artikel 15

In paragraaf 3 staat het volgende : "De instemming geldt als beslissing tot tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel, zonder dat enige andere formaliteit moet worden vervuld". De vraag rijst evenwel hoe deze bepaling van het voorontwerp te rijmen valt met de procedure bepaald in artikel 13 van het voorontwerp. Het is immers mogelijk dat de instemming wordt verleend terwijl de onderzoeksrechter heeft vastgesteld dat er "een kennelijke reden" is om de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel te weigeren.

Volgens de gemachtigde ambtenaar kan de procedure waarin artikel 13 van het voorontwerp voorziet in dat geval nog altijd worden toegepast. Het zou dan ook beter zijn te bepalen dat de instemming van de betrokken persoon geldt als beslissing tot tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel, onder voorbehoud van de controle die de onderzoeksrechter verricht op basis van artikel 13.

Artikel 17

1. Luidens deze bepaling staat het aan de raadkamer na te gaan of "ingeval het Europees aanhoudingsbevel betrekking heeft op een feit vermeld in de lijst van artikel 6, § 2, de gedragingen zoals zij zijn omschreven in het Europees aanhoudingsbevel, wel degelijk met die uit de lijst overeenstemmen".

De bespreking van die bepaling zegt weinig concreets over de strekking van zulk een controle. Deze bepaling is te vaag om ertoe te kunnen leiden dat de Belgische rechters in zeker mate opnieuw een controle invoeren met betrekking tot het beginsel van de dubbele strafbaarheid wanneer ze te maken krijgen met strafbare feiten uit de lijst bepaald in artikel 2, lid 2, van het genoemde kaderbesluit.

Aangezien België gebonden is door de feiten zoals ze worden gewraakt in het Europees aanhoudingsbevel en door de juridische kwalificaties die daaraan worden gegeven door de rechterlijke autoriteit die het genoemde bevel heeft uitgevaardigd, moet het bij zijn controle alleen nagaan of de strafbare feiten genoemd in het Europees aanhoudingsbevel aangemerkt kunnen worden als strafbare feiten die onder de werkingssfeer van artikel 6, § 2, van het voorontwerp vallen. Ten aanzien van het recht van de Staat die het Europees aanhoudingsbevel heeft uitgevaardigd, zal de Belgische rechter dus moeten nagaan of de feiten die in het bevel worden gewraakt strafbaar zijn met een straf van minstens drie jaar, en of de juridische kwalificatie van die feiten aanhaakt bij een strafbaar feit van de lijst genoemd in artikel 6, § 2, van het voorontwerp ⁽⁷⁾.

Door aan te geven dat moet worden nagegaan of de gedragingen omschreven in het Europees aanhoudingsbevel "wel degelijk met die uit de lijst overeenstemmen", zou de ontworpen bepaling aanleiding kunnen geven tot te ruime controles door de Belgische rechterlijke autoriteiten, die aldus zouden kunnen beslissen dat bepaalde feiten die in het Europees aanhoudingsbevel worden aangebracht, niet behoren tot de lijst van de strafbare feiten die worden vermeld in artikel 6, § 2, van het voorontwerp, zelfs al zijn uit het oogpunt van het recht van de Staat die het aanhoudingsbevel heeft uitgevaardigd, zulke feiten strafbare feiten die overeenstemmen met de strafbare feiten uit de voormelde lijst.

De bepaling dient op dit punt beter te worden gesteld.

⁽⁷⁾ Verwezen wordt naar de eerste opmerking gemaakt bij artikel 6.

2. In artikel 17 van het voorontwerp wordt evenmin iets gezegd over de stukken die de persoon op wie het Europees aanhoudingsbevel betrekking heeft en zijn advocaat kunnen raadplegen om de terechtzitting voor de raadkamer voor te bereiden. Zo rijst de vraag of ze toegang hebben tot het verslag van de onderzoeksrechter en tot de conclusie van het openbaar ministerie.

Zoals de gemachtigde van de minister beaamd heeft, moeten op dat punt in het voorontwerp in het algemeen de rechten van verdediging ten aanzien van de processtukken beter worden gespecificeerd.

3. In paragraaf 4 wordt de regel van de "specialiteit" vastgelegd, die bepaalt dat de persoon op wie een Europees aanhoudingsbevel betrekking heeft niet mag worden vervolgd, berecht of van zijn vrijheid beroofd voor een strafbaar feit dat hij begaan heeft vóór zijn uitlevering aan de lidstaat die het Europees aanhoudingsbevel heeft uitgevaardigd en waarop dat bevel geen betrekking heeft.

Artikel 34 van het Verdrag betreffende de Europese Unie bepaalt : "Deze kaderbesluiten zijn verbindend voor de lidstaten ten aanzien van het te bereiken resultaat, doch aan de nationale instanties wordt de bevoegdheid gelaten vorm en middelen te kiezen. Zij hebben geen rechtstreekse werking (...)". De Belgische wetgever mag er zich bijgevolg niet toe beperken te verwijzen naar de artikelen 27 en 28 van dit kaderbesluit, zoals hij doet in paragraaf 4 van het voorontwerp, des te minder daar deze bepalingen op sommige punten aan de lidstaten een beoordelingsbevoegdheid laten ten aanzien van de keuze van bepaalde te treffen maatregelen, een keuze die uitdrukkelijk door de wetgever dient te worden gemaakt.

De gemachtigde ambtenaar heeft beaamd dat paragraaf 4 op dit punt dient te worden herzien.

4. In de tekst wordt niets gezegd over de gevolgen die verbonden zijn aan het overschrijden van de termijn van 15 dagen waarover de raadkamer beschikt om een uitspraak te doen. Deze kwestie dient in de tekst duidelijk te worden geregeld door te bepalen dat in een dergelijk geval de aangehouden persoon in vrijheid moet worden gesteld.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 18 en 19 van het voorontwerp.

Artikel 18

1. In de bespreking van dit artikel staat :

"De persoon op wie het Europees aanhoudingsbevel betrekking heeft of het openbaar ministerie kan een beroep instellen tegen de beschikking van de onderzoeksrechter. Zoals bepaald in de zogenaamde wet Franchimont met betrekking tot het gerechtelijk onderzoek, (...)".

Deze bepaling van het voorontwerp volgt echter op de procedure voor de raadkamer, zodat artikel 18 van het voorontwerp logischerwijs dient te worden geïnterpreteerd in die zin dat het instellen van beroep tegen de beslissingen van de raadkamer erdoor wordt geregeld.

Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat de bespreking van de bepaling een dwaling bevat, dat ze op dit punt moet worden verbeterd en dat moet worden gepreciseerd dat het wel degelijk gaat om de procedure om tegen de beslissing van de raadkamer hoger beroep in te stellen.

2. In deze bepaling wordt niet aangegeven of de persoon op wie het Europees aanhoudingsbevel betrekking heeft of zijn advocaat toegang tot het dossier heeft. Zoals de gemachtigde ambtenaar reeds heeft opgemerkt, dient de ontworpen tekst op dit punt te worden aangevuld.

3. Indien bij de beslissing van de raadkamer geweigerd wordt het Europees aanhoudingsbevel ten uitvoer te leggen en het openbaar ministerie tegen deze beslissing hoger beroep instelt bij de kamer van inbeschuldigingstelling, rijst bovendien de vraag hoe het tijdens deze procedure staat met de hechtenis van de betrokken persoon. Dezelfde vraag doemt op wanneer de kamer van inbeschuldigingstelling in hoger beroep beslist de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel te weigeren. Heeft deze beslissing

.../...

tot gevolg dat een einde wordt gemaakt aan de hechtenis van de persoon, terwijl het openbaar ministerie zou besluiten cassatieberoep in te stellen ?

Volgens de gemachtigde ambtenaar dient het voorontwerp op deze punten te worden aangevuld.

4. In de bespreking van deze bepaling staat het volgende : "De beslissing van de kamer van inbeschuldigingstelling wordt volgens de vormvereisten bepaald in artikel 18 van de wet van 20 juli 1990 betekend". Dit blijkt evenwel niet uit paragraaf 5 van het voorontwerp. Doordat het hier gaat om een regel van strafprocesrecht, dient omwille van de rechtszekerheid, de wet zelf de betekenisprocedure te regelen, waarbij niet mag worden verwezen naar de wet van 20 juli 1990.

Artikel 20

1. In paragraaf 1 is sprake van "bijzondere omstandigheden" en in paragraaf 2 van "uitzonderlijke omstandigheden", zonder dat deze verschillende situaties worden omschreven. In de bespreking van het artikel wordt evenwel aangegeven dat een van deze specifieke gevallen zich kan voordoen als "de betrokkene de hem betreffende beslissing betwist".

Het instellen van beroep kan op zichzelf geen "specifiek geval" opleveren. In de bespreking van het artikel dient beter te worden aangegeven wat moet worden verstaan onder "bijzondere omstandigheden" en "uitzonderlijke omstandigheden".

2. De rechterlijke autoriteit die het Europees aanhoudingsbevel uitgevaardigd heeft, wordt verwittigd van termijnverlengingen. De persoon op wie het bevel betrekking heeft, wordt daarentegen niet bij deze informatie betrokken. Zoals de gemachtigde ambtenaar beaamd heeft, dient de bepaling in deze zin te worden aangevuld.

Artikel 21

1. Volgens deze bepaling kan op elk moment van de procedure bij de onderzoeksrechter een verzoek tot invrijheidstelling worden ingediend tot het definitieve besluit tot tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel tot stand is gekomen.

De vraag rijst om welke reden dit verzoek ook niet kan worden ingediend bij de onderzoeksgerechten wanneer ze zich moeten buigen over het verzoek tot tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel.

Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat het inderdaad logisch zou zijn, om parallelle procedures te voorkomen, dat de kwestie van de hechtenis van de persoon wordt onderzocht door de onderzoeksgerechten wanneer ze zich hebben te buigen over het Europees aanhoudingsbevel.

2. Voorts wordt in de ontworpen tekst niet aangegeven of de onderzoeksrechter de persoon moet horen die om deze invrijheidstelling verzocht heeft.

De bepaling dient op deze punten te worden herzien.

Artikel 22

Deze bepaling dient duidelijker aan te geven op welke manier het openbaar ministerie de definitieve beslissing omtrent de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel ter kennis brengt van de uitvaardigende rechterlijke autoriteit. In artikel 22 van het voormelde kaderbesluit is sprake van een "kennisgeving" van de definitieve beslissing.

Zoals de gemachtigde ambtenaar beaamd heeft, dient de wet aan de rechterlijke autoriteiten de betrouwbare communicatiemiddelen aan te geven waarop ze een beroep kunnen doen om aan de buitenlandse rechterlijke autoriteiten de beslissingen mede te delen die ze omtrent de tenuitvoerlegging van de Europese aanhoudingsbevelen hebben getroffen.

.../...

Deze bepaling zou bovendien eveneens moeten voorzien in het bezorgen van de definitieve beslissing aan de betrokken persoon.

Artikel 23

In paragraaf 2 dient te worden verwezen naar "paragraaf 1" in plaats van naar "paragraaf 2".

Artikelen 23 en 24

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaar zou moeten worden bepaald dat de betrokken persoon in kennis gesteld wordt van de overeengekomen nieuwe data voor zijn overlevering.

Artikel 25

De ontworpen bepaling zet artikel 24 van het voornoemde kaderbesluit om, waarbij wordt bepaald dat de uitvoerende lidstaat de overlevering van de betrokken persoon kan uitstellen of hem tijdelijk aan de uitvaardigende lidstaat kan overleveren.

In dit laatste geval dienen de voorwaarden van deze tijdelijke overdracht te worden bepaald bij schriftelijke overeenkomst tussen de uitvoerende lidstaat en de uitvaardigende lidstaat.

In de bespreking van deze bepaling moet worden aangegeven in welke omstandigheden een zodanige procedure kan worden gevolgd.

Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat het mogelijk is dat de persoon tegen wie een Europees aanhoudingsbevel is uitgevaardigd in het verleden door een gerecht van de uitvoerende lidstaat veroordeeld is wegens andere strafbare feiten dan die welke hem in het genoemde bevel ten laste worden gelegd en dat deze persoon nooit de gevangenisstraf heeft uitgezeten waartoe hij veroordeeld was. De uitvoerende lidstaat zou er derhalve naar kunnen streven deze persoon niet onmiddellijk aan de uitvaardigende lidstaat over te leveren en hem eerst zijn gevangenisstraf te laten uitzitten. Dit is het mechanisme van de uitgestelde overlevering.

Een tijdelijke overdracht van de betrokken persoon aan de rechterlijke autoriteit van de uitvaardigende lidstaat kan evenwel noodzakelijk blijken indien de feiten waarvoor hij in deze Staat wordt vervolgd op korte termijn verjaard kunnen zijn.

Het zou beter zijn deze uitleg in de bespreking van deze bepaling op te nemen.

Artikel 27

Artikel 29 van het voormelde kaderbesluit regelt de inbeslagneming en de overdracht van de voorwerpen die kunnen dienen als overtuigingsstuk of die de betrokken persoon heeft verkregen door het strafbare feit.

In de bespreking van artikel 27 staat : "De voorwaarden inzake de vorm en de inhoud van de inbeslagneming zijn dezelfde als die vastgelegd in de nationale onderzoeksprocedures". Deze verduidelijkingen moeten in het dispositief worden opgenomen. Voorts dient eveneens te worden aangegeven volgens welke procedure de raadkamer uitspraak doet over de aanspraken van derden-bezitters of van andere rechthebbenden.

Zoals de gemachtigde ambtenaar beaamd heeft, dient de bepaling op deze punten te worden aangevuld.

Artikel 28

De vraag rijst of in paragraaf 1 niet dient te worden bepaald dat België enerzijds de uitleverende lidstaat en anderzijds de betrokken persoon zelf in kennis stelt van de stappen die het doet bij de staat die de persoon heeft uitgeleverd.

In paragraaf 2 is sprake van de termijnen bepaald in de artikelen "17 en 20". Dient er veeleer niet te worden verwezen naar de artikelen "17 tot 20" ?

Volgens de gemachtigde ambtenaar kan deze bepaling in die zin worden aangevuld.

Dezelfde vraag rijst voor artikel 31, § 3.

Artikel 29

In paragraaf 3 wordt bepaald dat, ingeval een autoriteit van een andere staat of een internationale organisatie bevoegd is voor de opheffing van het voorrecht of van de onschendbaarheid, "(...) de onderzoeksrechter de procedure op(schort) in afwachting dat het voorrecht of de onschendbaarheid op initiatief van de uitvaardigende rechterlijke autoriteit wordt opgeheven".

Op de vraag wat de woorden "schort de procedure op" betekenen, heeft de gemachtigde ambtenaar geantwoord dat de onderzoeksrechter geen beslissing kan nemen ten aanzien van het gevolg dat aan het Europees aanhoudingsbevel moet worden gegeven, zoals het in hechtenis nemen van de betrokken persoon, zolang de onschendbaarheid of het voorrecht niet opgeheven is.

De bepaling dient in die zin te worden opgesteld.

Artikel 30

Deze bepaling zet artikel 16 van het voornoemde kaderbesluit om, dat betrekking heeft op het geval waarin verschillende lidstaten ten aanzien van eenzelfde persoon een Europees aanhoudingsbevel hebben uitgevaardigd en aan de Belgische rechterlijke autoriteiten hebben toegezonden.

Paragraaf 1 van het voorontwerp bepaalt dat de raadkamer uit deze aanhoudingsbevelen een keuze moet maken en moet bepalen welk bevel op het Belgische grondgebied ten uitvoer kan worden gelegd.

Het is evenwel de onderzoeksrechter van het oord waar de betrokken persoon aangehouden is die op de eerste plaats komt en aan wie dus de verschillende Europese aanhoudingsbevelen ter kennis dienen te worden gebracht.

Overeenkomstig de artikelen 12 en 13 van het voorontwerp dient hij kennis te nemen van deze verschillende aanhoudingsbevelen en na te gaan of ze beantwoorden aan de voorschriften van het voornoemde kaderbesluit. Ook hij is ertoe gehouden de betrokken persoon in kennis te stellen van de inhoud van het Europees aanhoudingsbevel. Het is de afdeling wetgeving derhalve niet duidelijk hoe de controle door de raadkamer kan worden ingepast in de procedure waarin de voormelde artikelen voorzien, noch op welk ogenblik die controle plaatsheeft.

Zoals de gemachtigde ambtenaar beaamd heeft, dient de samenhang tussen deze verschillende bepalingen duidelijker uit het voorontwerp te blijken.

Hoe staat het bovendien met de informatie die België bezorgt aan de verschillende uitvaardigende lidstaten waarvan het aanhoudingsmandaat niet op het Belgische grondgebied ten uitvoer wordt gelegd ?

Volgens de gemachtigde ambtenaar dient de bepaling op dit punt te worden aangevuld.

Artikel 31

Zoals de gemachtigde ambtenaar beaamd heeft, dient in paragraaf 2 te worden verwezen naar artikel 30 van het voorontwerp, in plaats van naar artikel 29.

Artikel 32

Deze bepaling zet artikel 27, lid 4, van het voormelde kaderbesluit om, dat de uitvaardigende lidstaat toestaat de persoon te vervolgen die hem is overgeleverd op basis van een Europees aanhoudingsbevel voor andere strafbare feiten dan die welke de reden tot de overlevering zijn geweest. In dit geval is evenwel de toestemming van de uitvoerende lidstaat vereist.

Artikel 32 van het voorontwerp bepaalt dat : "(...) de Raadkamer (beslist) die de betrokken persoon heeft overgeleverd onder de voorwaarden gesteld in artikel 17 van deze wet". Krachtens deze bepaling moeten de betrokken persoon en zijn raadsman evenwel worden gehoord door de raadkamer. Wat zal er in dit geval gebeuren daar deze persoon het Belgische grondgebied reeds heeft verlaten ?

Volgens de gemachtigde ambtenaar moet de bepaling worden aangevuld om aan te geven dat de overgeleverde persoon zich naar behoren kan laten vertegenwoordigen door zijn advocaat in België indien hij zich niet persoonlijk bij de Belgische rechter kan vervoegen.

Artikel 33

1. Volgens de bespreking van het artikel en volgens de gemachtigde ambtenaar mag in paragraaf 1 niet worden verwezen naar de artikelen 2 en 3 van het voorontwerp, maar naar de artikelen 3 en 4.

2. De lijst van strafbare feiten bepaald in artikel 6, § 2, van het voorontwerp moet eveneens dienen als basis voor de Belgische rechter wanneer hij een Europees aanhoudingsbevel wil uitvaardigen voor strafbare feiten die meer bepaald in zijn ambtsgebied begaan zijn. Sommige van de aldus opgesomde strafbare feiten zijn evenwel zeer vaag, zodat de overeenkomst met strafbare feiten die in het Belgische strafrecht bestaan, niet gemakkelijk te vinden is. Zo rijst de vraag wat dient te worden verstaan onder "milieucriminaliteit" uit het oogpunt van het Belgische recht en inzonderheid uit het oogpunt van het gewestelijke recht. Dezelfde vraag rijst voor "racketeering".

Zoals de gemachtigde ambtenaar heeft beaamd, is het de bedoeling artikel 2, lid 2, van het voornoemde kaderbesluit getrouw weer te geven. In deze lijst moeten evenwel de strafbepalingen worden aangegeven die in België overeenstemmen met de strafbare feiten vermeld in artikel 2, lid 2, van het kaderbesluit.

3. Op de vraag wat de precieze betekenis is van de zin : "Het Europees aanhoudingsbevel kan enkel worden uitgevaardigd onder de voorwaarden bepaald in de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis", heeft de gemachtigde ambtenaar geantwoord dat deze zin dient te vervallen, omdat de uitvaardiging van het Europees aanhoudingsbevel dient te voldoen aan de voorschriften van de ontworpen wet, die het voormelde kaderbesluit omzet waarbij het bewuste bevel wordt verankerd.

4. Krachtens paragraaf 2 is de procureur des Konings bevoegd om een Europees aanhoudingsbevel uit te vaardigen wanneer dit betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van een vrijheidsstraf in België. Volgens de bespreking van deze bepaling "moet het Europees aanhoudingsbevel qua vorm en inhoud beantwoorden aan de regels gesteld in de artikelen 3 en 4 van het ontwerp, alsmede aan de ter zake geldende regels overeenkomstig de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis". Zoals de gemachtigde ambtenaar heeft beaamd, dient deze laatste precisering eveneens uit de bespreking te vervallen.

Artikel 34

Krachtens paragraaf 5, 4°, kan het Europees aanhoudingsbevel worden toegezonden "op enige andere betrouwbare wijze die de mogelijkheid biedt een schriftelijk spoor ervan te verkrijgen, zulks onder voorwaarden op grond waarvan de uitvoerende lidstaat de authenticiteit van het bevel kan nagaan". Deze bepaling haakt aan bij artikel 10, lid 4, van het voornoemde kaderbesluit. Er zou evenwel in moeten worden verduidelijkt wat dient te worden verstaan onder "enige andere betrouwbare wijze".

Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat hier verwezen wordt naar het systeem van toezending van de uitleveringsverzoeken, zoals het geregeld wordt bij de Overeenkomst van 26 mei 1989 tussen de Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen betreffende de vereenvoudiging en de modernisering van de wijze van toezending van uitleveringsverzoeken, opgemaakt te San Sebastian en goedgekeurd bij de wet van 22 april 1997.

Krachtens artikel 2 van die Overeenkomst kunnen uitleveringsverzoeken via een telekopieerapparaat worden verzonden. In artikel 3 van dezelfde Overeenkomst wordt gepreciseerd dat "om de oorsprong en de vertrouwelijkheid van de verzonden documenten te verzekeren, (...) gebruik (wordt) gemaakt van coderingsapparatuur die afgestemd is op de telekopieerapparatuur (...)".

Deze preciseringen stemmen niet overeen met artikel 31 van het kaderbesluit. Krachtens lid 1, b), van dit besluit zal de genoemde Overeenkomst niet meer van toepassing zijn op het Europees aanhoudingsbevel, doordat het kaderbesluit in de plaats ervan zal zijn gekomen.

Artikel 37

Deze bepaling zet artikel 27, leden 2 en 3, van het voornoemde kaderbesluit om.

1. Zoals de gemachtigde ambtenaar beaamd heeft, dient in paragraaf 1 te worden gepreciseerd dat het gaat om het Europees aanhoudingsbevel dat door een Belgische rechterlijke autoriteit wordt uitgevaardigd.

2. Op de vraag wat de betekenis is van paragraaf 2, eerste lid, d), ten aanzien van het Belgische recht, heeft de gemachtigde ambtenaar gepreciseerd dat de woorden "of een maatregel die daarmee wordt gelijkgesteld", moeten worden vervangen door de woorden "of een vervangende gevangenisstraf".

3. Paragraaf 2, eerste lid, f) bepaalt : "De betrokken persoon heeft daartoe het recht zich te laten bijstaan door een raadsman", zonder de nadere regels van deze bijstand en de voorwaarden waaronder die wordt verleend, te preciseren. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 38, § 1, c) (dat b) wordt), van het voorontwerp.

Zoals de gemachtigde ambtenaar reeds heeft onderstreept, moeten de rechten van verdediging beter worden omschreven in de bepalingen van het voorontwerp.

4. De gemachtigde ambtenaar beaamt, wat paragraaf 2, tweede lid, betreft, dat de tekst beter als volgt wordt gesteld :

"Indien, buiten de gevallen genoemd in het eerste lid, de onderzoeksrechter, de procureur des Konings of het gerecht de overgeleverde persoon, naargelang het geval, wenst (voorts zoals in het voorontwerp)".

Artikel 38

1. Zoals de gemachtigde ambtenaar beaamd heeft, moeten in paragraaf 1, eerste zin, de woorden "dan België" worden ingevoegd na de woorden "aan een andere lidstaat", en moeten de woorden "dan de uitvoerende Staat" in c) (dat b) moet worden in de Franse tekst) worden vervangen door de woorden "dan België".

2. In paragraaf 2 moet worden verwezen naar artikel 3, § 4, in plaats van naar artikel 2, § 1.

3. Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk wat de strekking is van de woorden "niettegenstaande paragraaf 1" in paragraaf 3. Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat deze woorden dienen te worden geschrapt.

De gemachtigde ambtenaar beaamt dat de zin moet beginnen met "Een persoon die is overgeleverd aan België op grond van een Europees aanhoudingsbevel kan (voorts zoals in het voorontwerp)".

Artikel 39

1. In paragraaf 2 wordt niet aangegeven of de betrokken persoon wordt gehoord over de omstandigheid dat hij naar België wordt teruggezonden om er zijn straf uit te zitten, terwijl artikel 25, lid 1, eerste alinea, van het kaderbesluit in dat verhoor voorziet.

Volgens de gemachtigde ambtenaar dient te worden verwezen naar de overeenkomsten die de overbrenging van gedetineerden regelen. Op dit punt wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 9 van het voorontwerp.

2. Volgens paragraaf 3 kan België de doortocht van een Belg of van een persoon die in België verblijft, weigeren in het kader van de tenuitvoerlegging van een straf, indien het zich ertoe verbindt die straf overeenkomstig de Belgische wet ten uitvoer te leggen.

Deze bepaling is niet erg duidelijk over de procedure die in dit geval wordt toegepast, noch over de vraag of de betrokken persoon daaromtrent door de Belgische autoriteiten kan worden gehoord.

Volgens de gemachtigde ambtenaar is het Belgische recht nog niet aan die omstandigheid aangepast. De ontworpen bepaling zou bijgevolg de nadere regels voor de tenuitvoerlegging van deze procedure moeten geven.

Artikel 40

In deze bepaling wordt aangegeven dat de Minister van Justitie bevoegd is om de verzoeken om doortocht in ontvangst te nemen. Krachtens artikel 25, lid 2, van het voormelde kaderbesluit wordt de naam van de aangewezen autoriteit medegedeeld aan het secretariaat-generaal van de Raad.

Artikel 43

Krachtens deze bepaling is de ontworpen wet van toepassing op Europese aanhoudingsbevelen die worden uitgevaardigd vanaf 1 januari 2004, de datum waarop het kaderbesluit geacht wordt de uitleveringsverdragen voor de lidstaten van de Europese Unie te vervangen. De vraag rijst evenwel wat er zal gebeuren indien op 1 januari 2004 niet alle lidstaten het kaderbesluit hebben omgezet. Zou het niet voorzichtiger zijn te bepalen dat in dat geval op verzoeken om aanhouding en overlevering de instrumenten toepasselijk blijven die inzake uitlevering reeds bestaan, zelfs indien die verzoeken ingediend worden na 1 januari 2004 ?

Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat op Europees niveau de politieke wil bestaat om uiterlijk op 1 januari 2004 het voormelde kaderbesluit ten uitvoer te leggen, zodat alle lidstaten van de Unie op dat ogenblik dit besluit in hun interne rechtsorde zouden hebben moeten omgezet.

Het is evenwel niet uitgesloten dat sommige Staten tegen 1 januari 2004 hun omzettingsprocedure niet hebben afgewerkt.

De steller van het ontwerp dient de opportuniteit van een dergelijke overgangsbepaling te beoordelen.

Vormopmerkingen

De Nederlandse tekst van sommige bepalingen van het ontwerp moet uit een oogpunt van correct en consequent taalgebruik worden verbeterd. Onder voorbehoud van de vorenstaande inhoudelijke bepalingen wordt bij wijze van voorbeeld op het volgende gewezen :

Artikel 3

In paragraaf 4 beantwoordt aan het Frans "infraction" nu eens "strafbaar feit", dan weer "misdrijf". Ook in artikel 5 is in dat verband sprake van "strafbaar feit". In het kaderbesluit wordt de term "strafbaar feit" gebezigd.

Artikel 6

In paragraaf 2 is in de tekst onder het op twee na laatste streepje sprake van "Internationaal Straftribunaal". Het zou beter zijn te spreken van "Internationaal Strafhof".

Artikel 15

In paragraaf 3 schrijve men : "... zonder dat enige andere formaliteit hoeft te worden vervuld."

Artikel 17

Paragraaf 4 is onleesbaar.

Artikel 18

Paragraaf 5, tweede zin, zou aldus moeten luiden : "In de akte van betekening wordt ... en wordt de termijn bepaald waarbinnen zulks moet geschieden."

Artikel 29

In paragraaf 1 schrijve men : "... eerst te lopen op de dag ... wordt opgeheven."

In paragraaf 3 schrijve men : "schorst de onderzoeksrechter de procedure in afwachting dat ...".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door de Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door Mevr. A.-F. BOLLY, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS